LA DÉMOCRATIE EN URSS

Sam Darcy, Youri Yémélianov et Joseph Staline

UNITÉ COMMUNISTE
ICOR

TABLE DES MATIÈRES

Comment la Démocratie Soviétique de 1930 fonctionnait ..... p. 3
La Recherche de la Vérité à propos de Staline. ..... p. 8
Sur le projet de constitution de l'URSS. ..... p. 23
La commission de la constitution, sa formation et ses tâches. ..... p. 23
Les changements intervenus dans la vie de l'URSS pendant la période 1924-1936. ..... p. 24
Particularités essentielles du projet de constitution. ..... p. 30
La critique bourgeoise du projet de constitution. ..... p. 34
Amendements et additions au projet de constitution. ..... p. 40
Importance de la nouvelle constitution de l'URSS ..... p. 50
Constitution Soviétique de 1936. ..... p. 52
Organisation de la société soviétique ..... p. 52
Organisation de l'État soviétique ..... p. 53
Organes supérieurs du pouvoir d'État de l'URSS. ..... p. 55
Organes supérieurs du pouvoir d'État des républiques fédérées. ..... p. 58
Organes de l'administration d'État de l'URSS. ..... p. 59
Organes de l'administration d'État des républiques fédérées. ..... p. 61
Organes supérieurs du pouvoir d'État des Républiques socialistes soviétiques autonomes ..... p. 63
Organes locaux du pouvoir d'État. ..... p. 63
Tribunaux et parquet ..... p. 64
Droits et devoirs fondamentaux des citoyens. ..... p. 65
Système électoral. ..... p. 68
Armes, drapeau, capitale ..... p. 69
Révision de la Constitution ..... p. 69

I. COMMENT LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE FONCTIONNAIT DANS LES ANNÉES 1930?[1]

En décembre 1936, le Parti Communiste Russe devait tenir son élection annuelle des fonctionnaires. Jusque-là les nominations et les élections aux postes du Parti communiste étaient toujours faites ouvertement. Par cette pratique certains membres qui pouvaient ne pas aimer quelques membres puissants du comité exécutif se sentaient souvent limités dans l'expression de leur opposition par crainte de représailles. Le Comité Central a décidé de mettre sa direction au complet à une épreuve, à savoir s'ils étaient vraiment acceptables pour les membres. Ceux qui exécutaient un service public utile seraient probablement réélus et ceux qui s'accrochaient simplement à une sinécure et à une place de pouvoir pourraient difficilement garder leurs postes. Pour cela ils ont introduit le bulletin secret.

Les résultats furent surprenants. Dans quelques zones du parti la direction entière a été balayée de ses fonctions. Dans d'autres il y a eu une critique sévère nivelée contre la direction par un bon vote d'opposition bien que dans l'ensemble, la direction nationale du Parti ait reçu un endossement retentissant. Le parti s'est senti énormément régénéré par les nouveaux membres élus à l'emploi et par l'élimination d'entre ceux qui étaient devenus des bureaucrates durcis et qui n'étaient plus bienvenus dans le groupe.

Le combat contre la bureaucratie, depuis l'établissement du gouvernement soviétique avait été une des tâches personnellement imposées en premier lieu aux dirigeants soviétiques les plus responsables. Le népotisme, le favoritisme et les pratiques de groupe fractionnelles avaient créé une situation malsaine où, chaque fois qu'un homme obtenait un poste de responsabilité dans quelque industrie ou bureau, il introduisait immédiatement en tant qu'adjoints tous ceux qu'il favorisait pour une raison ou une autre et leur donnait les postes les plus désirables pour lui. Souvent ces gens n'étaient pas qualifiés et ou même s'ils étaient qualifiés le sentiment d'avoir un protecteur avait pour conséquence qu'ils devenaient paresseux et bureaucrates. En plus de cela, la tendance pour une telle personne clef était d'augmenter le personnel sous lui au-delà des besoins de l'entreprise dans laquelle il était engagé, parce qu'il

1. Sam Darcy, *Mémoires de Sam Darcy*, Chapitre XX, pp. 25-31, Bibliothèque Taminent, New York. Transcrit par George Gruenthal

voulait « prendre soin de tous ses amis et aussi parce qu'il ressentait que plus grand était le personnel sous son contrôle, plus grande était son influence. ».

Le problème est finalement devenu assez sérieux pour que le gouvernement prenne des mesures, qui ont été adoptés au début de l'année 1935. À une occasion on a découvert qu'il y avait une grave pénurie de bras pour la moisson. En plus de cela il a été évalué qu'il y avait au moins 25,000 ouvriers dans les bureaux de Moscou qui n'étaient pas absolument nécessaires pour le fonctionnement continu de l'économie du pays. Après une campagne éducative chaque branche du gouvernement devait tout simplement fournir un quota d'employés de bureau au travail agricole. Et avec le choix approprié, 25,000 employés de bureau ont été transférés de Moscou aux endroits de production.

La bataille pour tenir la nation à l'affût contre la paralysie rampante que l'opposition d'une part a délibérément essayée de présenter et que d'autre part la bureaucratie par sa simple existence avait tendance à provoquer, a été engagée avec une sévérité particulière lors des élections populaires au Congrès de toute l'Union soviétique qui ont suivi l'adoption de la nouvelle Constitution Soviétique en décembre 1935 [ainsi qu'en 1936 – note du traducteur].

L'observation de cette élection de près m'a frappé parce que c'était curieux que dans toutes les discussions sur la démocratie soviétique et sa comparaison avec les pratiques démocratiques des autres pays, on obtenait rarement une image sur la façon que les canaux d'expression démocratique des gens fonctionnaient dans leur nouveau processus électoral. Observant cela à 3,000 milles de distance il pouvait paraître comme s'il y avait un billet électoral et qu'on donnait aux gens la chance d'y voter par oui ou par non. C'était en effet vrai pour les élections des Nazis mais c'est complètement une image fausse lorsqu'appliqué à l'Union Soviétique.

Pour commencer, en Union soviétique la politique et les élections ne sont pas les devoirs spéciaux d'un parti politique. Si on ne comprend pas ce fait primordial tout le reste va probablement être embrouillé. Les nominations aux fonctions officielles ne sont pas faites par un parti politique seul. Le Parti communiste avance en effet beaucoup de candidats, mais les syndicats aussi nomment des candidats indépendants au bureau politique; comme le font les coopératives, les organisations culturelles, les académies scientifiques, les organisations de la jeunesse et toutes organisations spéciales des femmes et chaque autre organisation ou institution qui le désire. Bref, les nominations pour les fonctions, qui dans notre pays proviennent seulement des partis politiques, proviennent en Union Soviétique de toutes les organisations populaires possibles.

La deuxième chose qui doit être comprise concernant les élections soviétiques qui leur donnent leur qualité démocratique spéciale est que l'accent dans le choix de candidats n'est pas déterminé dans le vote final, mais se trouve dans le choix des candidats.

J'ai eu le privilège d'observer les nominations et les élections dans la zone dans laquelle j'ai vécu et travaillé du commencement jusqu'à la fin. L'élection particulière à laquelle je me suis référé était celle pour la sélection des délégués au Congrès des Soviets de toute l'Union, ceci étant l'équivalent de notre choix des membres des États-Unis à la Chambre des députés à Washington. Chaque institution dans la zone du congrès dans laquelle j'ai résidé et travaillé tenait les réunions avec les gens pour nommer des candidats. Les réunions ont été tenues dans les usines. L'université de Moscou, qui était dans cette zone a tenu une réunion. La Grande Bibliothèque Lénine a tenu une réunion de son personnel pour avancer des candidats. Ont fait ainsi toutes les associations coopératives de magasins qui fonctionnaient là-bas. Même chose pour les syndicats, le Parti communiste, les organisations de la jeunesse, etc. etc. Beaucoup de candidats étaient proposés à chaque réunion. La procédure pour chaque candidat était de se lever et de donner une biographie brève de sa vie et les raisons pourquoi il devait ou ne devait pas être nommé. On considérait comme un manque de responsabilité civique pour un candidat de refuser. S'il pensait qu'il ne devait pas être élu, il était de son devoir de prendre la plate-forme, et fournir une biographie brève de sa vie et donner les raisons pourquoi il ne devait pas être accepté. Deux semaines entières ont été mises de côté pour cette procédure. Quelques organisations se sont rencontrées chaque nuit pendant la période entière et ont examiné des milliers des gens qui y ont été présentés comme candidats . Chaque candidat devait se soumettre aux questions du plancher. À la fin de ce temps-là, un candidat ou plus était mis en nomination pour la zone entière avec l'endossement de l'organisme qui le choisissait.

En plus de la nomination de candidats, chaque groupe a choisi un certain nombre de délégués sur une base de représentation proportionnelle à une conférence de zone du congrès. La conférence de zone du congrès s'est aussi réuni pendant environ deux semaines. Les nominations ont été faites devant cet organisme. Là, on a procédé de la même façon, chaque candidat a été examiné, ses qualifications pesées contre celles d'autres candidats et finalement un vote pris par l'organisme délégué pour le choix final.

Fréquemment l'organisme décidait d'accepter non seulement un candidat, mais deux ou trois ou même plus. Ces candidats, après ce processus approfondi de sélection, étaient alors soumis à l'électorat pour le vote final.

Et l'électorat ainsi, par la majorité populaire, choisissait un des candidats dans cette zone du congrès qu'il désirait comme représentant au Congrès des Soviets de toute l'Union. De cela on peut voir que loin de manquer de démocratie, ce processus est très démocratique par lequel il donne au peuple une occasion très directe de choisir son candidat et nous savons de notre propre système électoral qu'en dernière analyse le choix du candidat est la chose critique dans n'importe quelle élection.

Dans l'élection dont j'ai été le témoin, j'ai vu des candidats «passés au batte» («mis à rude épreuve», note de l'éditeur) d'une façon qui serait très saine si appliquée à notre propre pays. Leurs contributions et leur service social, leur propre intérêt dans les affaires publiques, leur record de service désintéressé, leurs propres études et éducation et le degré auquel ils ont profité de leurs progrès personnels ainsi que l'amélioration sociale en font partie. Les hommes de mauvaise conduite personnelle et morale qui se présentaient comme candidats avaient leurs voisins, amis et collègues qui les connaissaient bien et qui en discutaient directement sur le plancher. C'était en quelque sorte notre réunion de ville de la Nouvelle Angleterre employée à une échelle nationale et socialiste couvrant une élection qui impliquait 170 millions de personnes. C'est ce processus qui fournit la motivation pour le service social, l'effort social et l'intérêt dans les affaires publiques pour les gens partout dans leur pays. Dans cette élection, par exemple, environ la moitié des membres précédents du Congrès de toute l'Union n'a pas été réélue. Plusieurs gros bonnets confortables incluant de nombreux communistes furent étonnés à la fin de cette campagne électorale de se trouver eux-mêmes indésirables et plusieurs personnes qui n'étaient même pas membres du Parti communiste et qui n'avaient donné aucune pensée à la politique, mais qui avaient servi très bien le public avec une dévotion pure pour les gens, dans leurs propres profession ou occupation ou dans quelque organisation que ce soit comme volontaires, se sont trouvées membres du conseil d'administration le plus haut, le nouveau Congrès de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. C'est un nouveau type de démocratie et je dirais qui les sert très bien.

Chaque génération doit être vigilante concernant ses propres privilèges. Personne ne peut garantir les privilèges des générations suivantes, les privilèges gagnés peuvent être perdus de nouveau. Donc la simple organisation électorale mécanique n'est pas par elle-même une garantie pour toujours que les privilèges des gens soient assurés, mais dans la mesure où n'importe quelle structure politique peut être ainsi fondée pour être la plus sensible aux désirs et aux besoins des gens, je dirais que l'Union soviétique a fait de grand progrès en avant dans cette direction.

Mais même l'Union soviétique, comme on nous l'a constamment rappelé, n'était pas une entité isolée vivant dans le vide – l'URSS faisait partie du monde réel. L'Europe de l'Ouest et l'Asie bouillonnaient avec les premières batailles de la Deuxième Guerre mondiale. Il y avait des choses à faire pour aider le peuple espagnol rangé en bataille, le mouvement clandestin dans les pays dominés par les Nazis, la promotion des mouvements du Front populaire contre les Nazis dans les pays démocratiques et les forces anti-japonaises en croissance en Chine.

Mon intérêt primaire était bien sûr les États-Unis. Mais les États-Unis ne vivent pas non plus comme une entité isolée dans un vide et l'avenir de notre pays n'était dans aucune petite mesure décidé en Europe et en Asie. Comme des milliers d'autres Américains j'ai décidé de donner un coup de main là où je pouvais être utile. Je fus chanceux d'être capable de faire presque un choix libre.

II. LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ À PROPOS DE STALINE.

Youri Yémélianov[2] *à propos du livre par Youri Zhoukov* Inoi Staline[3].

L'écroulement de l'ordre socialiste en Union soviétique et quelques autres pays en Europe, la désintégration du bloc socialiste et de l'URSS ont été précédés par une propagande antisoviétique active. Cette propagande a été patronnée par l'Ouest et organisée par les Cinquièmes Colonnes locales (en URSS les plus influents personnages de la Cinquième Colonne furent des leaders du PCUS tels que M. Gorbachev, A. Yakovlev, B. Yeltsin et d'autres). Le but de la propagande était de peindre le capitalisme comme un système social de liberté et de respect pour les droits de l'homme et de dépeindre le socialisme comme un système de terreur, de privation humaine et de misère. À la fin des années 1980 et le commencement, des années 1990, beaucoup de journaux populaires et magazines de l'URSS et toutes les chaînes de télévision répandent des mensonges sur le socialisme et son histoire. Les altérations les plus grandes ont concerné la période de Staline de l'histoire soviétique. Utilisant les interprétations fausses de l'histoire soviétique faite par N.S. Khrouchtchev au XX[e] Congrès du PCUS (1956) les ennemis du Socialisme ont amèrement attaqué Staline et sa politique. Presque toute l'histoire soviétique a été limitée à l'histoire des arrestations massives et des exécutions de 1937-1938. En même temps, Staline et ses partisans ont été rendus responsables des grosses violations de la loi, des arrestations et des exécutions de beaucoup de gens innocents.

Maintenant 15 ans après la chute du socialisme en Europe la grande majorité des peuples des anciens pays socialistes ont pris conscience des maux du capitalisme et en conséquence la nostalgie massive des avantages perdus du socialisme se développe. Il fait que les actuels dirigeants capitalistes de la Russie et des autres anciens pays socialistes renouvellent leurs efforts de propagande anti-socialistes et anticommunistes. Comme la propagande antisoviétique continue Staline demeure sa cible centrale et l'objet de mensonges fantastiques. Les auteurs des films «documentaires» montrés à la télévision parlent des 100 millions de personnes environ tuées sur les ordres de Staline (La population entière de l'URSS était environ de 200 millions au

2. Youri Yémélianov est l'auteur des *Notes sur Boukharine: Révolution, Histoire, Personnalité*, Moscou, 1989; *Staline* (Deux Volumes), Moscou, 2002; et *Khrouchtchev* (Deux Volumes), Moscou, 2005, tous en russe.
3. *Inoi Staline*, Moscou, 2003

moment de la mort de Staline et c'est un mystère de savoir comment un pays tant affaibli par des arrestations et des exécutions a pu vaincre l'Allemagne Nazie et ses alliés). Les expressions rebattues des « représailles de Staline » et des « camps de Staline » sont dans l'utilisation quotidienne dans le jargon politique russe moderne.

Cependant, les expériences des 15 dernières années ont rendu beaucoup de personnes en Russie plus méfiante de la propagande officielle. Malgré la forte pression des autorités, des musées et des monuments consacrés à Staline sont apparus dans une ville après l'autre partout en Russie. De plus en plus, les auteurs écrivent des articles et des livres dans lesquels ils réfutent le mensonge officiel du passé soviétique et rendent hommage à Staline.

Ces auteurs ne sont pas tous des marxistes. Mais l'expérience de l'écroulement de leur pays les a fait chercher les vraies explications de l'histoire de la Russie. Leur connaissance des faits réels de l'Histoire et leur intégrité professionnelle les ont fait réfuter les mensonges de la propagande officielle et apportent à la vie de nouveaux faits de la société soviétique, de son développement et de ses chefs. Un tel auteur est Youri Zhoukov. Son livre « Un Staline Différent »[4] a causé une sensation réelle parmi tous ceux qui sont intéressés par l'Histoire soviétique.

Le titre du livre induit quelque peu en erreur. Zhoukov n'essaye pas d'explorer profondément dans la personnalité de Staline et son livre ne représente pas la biographie de Staline. Le livre couvre seulement 5 ans de l'activité politique de Staline. Comme c'est exposé dans son sous-titre, le livre est consacré aux réformes politiques de l'URSS au milieu des années 1930 patronnées par Staline.

Encore jusqu'à un certain degré Youri Zhoukov a eu raison dans son choix du titre pour son livre. Quoique son livre, comme l'auteur le reconnaît, ne répond pas à toutes les questions de cette période compliquée et controversée de l'histoire Soviétique, les faits employés dans ce livre et les conclusions qui les suivent détruisent les stéréotypes qui ont été largement étendus dans le monde entier depuis le rapport que Khrouchtchev a présenté au XX^{e} Congrès du PCUS. Présentant un corps énorme de fait irréfutable Youri Zhoukov fait des conclusions convaincantes qui rendent le regard de Staline complètement différent à ce qu'il a ressemblé dans le rapport de Khrouchtchev et dans les fabrications postérieures de la propagande anti-staliniste.

4. *Ibid.*

Khrouchtchev et ceux qui ont répété ses accusations fausses ont essayé de faire croire au peuple que les arrestations et les exécutions de beaucoup de membres du Parti en 1937-1938 furent causées par les méthodes arbitraires de Staline ou par sa manie de persécution. Ils ont prétendu qu'aucun fonctionnaire du Parti communiste n'a participé à l'activité subversive contre l'État Soviétique et qu'il n'y avait aucun complot contre le gouvernement soviétique dans le temps de l'avant-guerre.

Quoique Youri Zhoukov ne fasse pas d'analyse détaillée des activités subversives contre le Gouvernement Soviétique dans les années 1930, il montre dans son livre que la lutte du secrétaire du Comité exécutif central de l'URSS A. Yenukidze contre J. Staline l'a finalement conduit à organiser un complot pour renverser le gouvernement soviétique. Parmi les participants à ce complot se trouvaient le Commissaire du Peuple pour les Affaires internes (le chef de l'URSS NKVD) N. Yagoda et ceux que l'on a supposés pour garantir la sécurité du Kremlin:

Tandis que selon Khrouchtchev Staline ensemble avec ses collègues du Politburo (V. Molotov, K. Voroshilov, L. Kaganovich) étaient les ennemis jurés des procédures démocratiques, Youri Zhoukov offre tout à fait une image différente: Staline a proposé un programme de démocratisation de la vie soviétique, avec Molotov, Voroshilov et Kaganovich le soutenant complètement dans ses initiatives, tandis que Yenukidze et beaucoup d'autres fonctionnaires du Parti ont été fortement opposés aux réformes démocratiques de Staline.

Tout en désignant correctement les principes démocratiques des réformes politiques de Staline, Youri Zhoukov ne réussit pas à montrer qu'elles correspondaient organiquement à la nature démocratique de l'idéologie communiste et qu'elles résultaient du développement naturel de la vie politique soviétique. En nous rappelant correctement les tentatives du gouvernement soviétique à organiser un front international uni contre Hitler avant la Deuxième Guerre mondiale, Youri Zhoukov n'essaye pas d'expliquer les réformes politiques à l'intérieur de l'URSS par les buts de la politique étrangère de Staline. Selon Zhoukov il apparaît que pour consolider la lutte contre Hitler Staline a essayé de construire la vie politique en Union soviétique suivant les lignes de la démocratie occidentale bourgeoise. En même temps, Zhoukov considère que l'opposition de Yenukidze à ces réformes a été causée par sa fidélité aux idéaux du communisme et de la révolution communiste mondiale et cela a causé son animosité et vers l'établissement de relations politiques plus proches avec les démocraties bourgeoises Occidentales avant la Guerre et les réformes démocratiques de Staline.

Zhoukov évite de s'arrêter sur les principes démocratiques du communisme et déforme donc la raison pour laquelle Yenukidze et d'autres étaient opposés aux réformes de Staline. Quoique A. Yenukidze et d'autres ont soutenus Staline dans sa lutte contre l'opposition dans le Parti dans les années 1920, ils ont finalement établi une alliance avec les trotskistes. Cette alliance s'est développée en raison du conflit en croissance entre leurs intérêts personnels et les buts du développement socialiste. L'opposition de Yenukidze a reflété certaines tendances malsaines qui se sont répandues parmi plusieurs membres du Parti et fonctionnaires soviétiques de ce temps-là.

Il doit être dit qu'au milieu des années 1930 la plupart des membres du Parti et des fonctionnaires soviétiques avaient occupé leurs postes dirigeants depuis 1917-1918. En ce temps-là, le Parti communiste manquait de membres instruits et beaucoup des fonctionnaires du Parti avaient une éducation générale et politique insuffisante. En plus, leurs premières années d'emplois administratifs ont coïncidé avec la Guerre civile. Pendant ces années, ils sont devenus habitués à recourir librement dans leur travail à la contrainte militaire plutôt qu'à des arguments politiques. Cela a aussi expliqué à un haut degré les excès de la collectivisation de 1929-1930. La collectivisation des fermes individuelles des paysans si nécessaire s'est métamorphosée en une campagne militaire véritable et plusieurs premiers secrétaires locaux ont recouru à la violence pour forcer les paysans à joindre les fermes collectives. En 1930, Staline a censuré ces fonctionnaires du Parti et a écrit qu'ils souffraient « des vertiges du succès » de la construction socialiste soviétique.

Certains des fonctionnaires du Parti étaient habitués à leurs hauts postes administratifs et beaucoup d'entre eux faisaient de leur mieux pour les conserver à tout prix. Beaucoup de comités du Parti se sont métamorphosés en foyers d'intrigues et de champs de bataille entre politiciens se battant pour le pouvoir. Les groupes de concurrence se sont accusés de déviations idéologiques diverses. Les purges qui étaient périodiquement conduites dans le Parti pour se débarrasser des membres corrompus ont été employées par plusieurs premiers secrétaires pour expulser du Parti ceux qu'ils considéraient pour être leurs ennemis personnels.

Youri Zhoukov rappelle que Staline a critiqué les premiers secrétaires des organisations républicaines régionales et locales pour la création de clans personnels, consistants de gens qui leur étaient consacrés et qui les flattaient. Staline a aussi dit que chaque fois que ces chefs du parti obtenaient de nouvelles nominations en d'autres républiques et provinces, ils transféraient leurs clans personnels avec eux. En même temps, Staline a dit que les purges du Parti de 1935-1936 ont abouti à l'expulsion de plusieurs membres du Parti

qui n'étaient pas coupables d'aucune déviation de la ligne du Parti. Staline a désigné que le nombre d'entre ceux expulsés du Parti a de beaucoup excédé la quantité totale d'entre ceux qui ont soutenu Trotski, Zinoviev et d'autres leaders des groupes d'opposition. Il a accusé ces chefs du Parti de traitement autoritaire des membres ordinaires du Parti et a prétendu que les purges ont seulement causé la colère de ceux expulsés du Parti.

Youri Zhoukov cite aussi la déclaration faite par V. M. Molotov à la réunion de juin (1937) de la séance plénière du Comité Central du Parti: «récemment le camarade Staline a dit plusieurs fois que notre vieille voie d'évaluer les gens est complètement insuffisante. Une personne peut avoir une expérience prérévolutionnaire d'adhésion au Parti. Alors, il a la bonne qualité d'avoir participé à la révolution d'Octobre. Il a bien agi durant la Guerre civile. Il s'est battu contre les trotskistes et les Personnes de droite... Mais ce n'est pas suffisant. Actuellement nous avons besoin... que les chefs du Parti soient capables de trouver la compréhension appropriée des besoins populaires, de déplacer les nouveaux venus en avant au lieu de ceux qui se sont métamorphosés en bureaucrates». Staline craignait que la bureaucratisation du Parti puisse mener à sa chute. En 1937, il a comparé les communistes soviétiques à Antaeus de la mythologie grecque dont la force était invincible tant qu'il restait 4 en contact avec sa mère la Terre. Staline a dit que tant que les communistes demeurent en contact avec leur mère – le Peuple – qui leur a donné naissance, les a nourris et les a instruits, ils ont toutes les chances de rester invincibles. Ces mots ont impliqué que quand les communistes perdent leur contact avec le peuple ils peuvent perdre leur force et peuvent être écrasés.

Tout en ignorant et déformant en partie les questions politiques et idéologiques profondes derrière l'opposition des fonctionnaires du Parti, Youri Zhoukov a tout à fait raison en déclarant que la lutte de Staline et ses adversaires s'est développée sur le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS, qui a été travaillée en 1935-1936, particulièrement sur le nouvel ordre des élections.

De 1918 à 1936, les députés des Soviets locaux ont été élus par un vote à main levée aux assemblées populaires. Les Soviets locaux ont élu des députés aux soviets provinciaux aux sessions ouvertes. Ils ont à leur tour élu des Soviets républicains, qui ont élu le Soviet suprême d'URSS. La représentation des citadins était cinq fois plus grande que celle des villageois. De plus, tous les représentants des anciennes classes exploiteuses aussi bien que les prêtres ont été interdits de voter.

Le nouveau système d'élections établissait des élections directes et proportionnées établies avec scrutin secret. Les limitations misent sur les anciens

représentants des classes exploiteuses et sur les prêtres furent relevés. En employant un proverbe russe (« si vous avez peur des loups, vous n'avez pas besoin d'aller à la forêt »), Staline s'est moqué des tentatives de préserver ces limitations. Au congrès de Toute l'Union des Soviets en novembre 1936, Staline a dit :

> « D'abord, ce ne sont pas tous les anciens koulaks, les gardes blancs et les prêtres qui sont opposés au pouvoir Soviétique. Deuxièmement, si les gens choisissent quelque part des personnes étrangères au pouvoir soviétique, cela signifierait tout simplement que notre travail de propagande n'est propre à rien et que nous avons mérité une telle honte. Mais si notre propagande se développe de la vraie manière bolchevique, alors le peuple ne laisserait pas des gens étrangers dans les corps suprêmes. »

En plus, comme Youri Zhoukov le souligne particulièrement, Staline avec l'appui de Molotov, Voroshilov, Kaganovich et d'autres ont voulu avoir des élections à la base alternative. Dans le projet du bulletin pour la première élection au Soviet suprême d'URSS là furent mentionnés plusieurs candidats à un siège dans le Soviet.

Youri Zhoukov signale correctement que les changements du système d'élection aux Soviets ont été complétés par les propositions de Staline sur les changements énormes du personnel dirigeant du Parti. Mentionnant le discours de Staline à la réunion de la séance plénière du Comité central du Parti, de Février-Mars (1937), Youri Zhoukov écrit de l'inassouvissement profond de Staline avec le comportement politique et personnel de plusieurs fonctionnaires du Parti.

Après les procès de Moscou d'août 1936 et janvier 1937, qui ont révélé de nombreux cas de sabotage, après la découverte du complot d'Yenukidze en février 1937, Staline et d'autres leaders Soviétiques devinrent convaincus que plusieurs fonctionnaires du Parti étaient tellement absorbés dans des querelles personnelles qu'ils ne se souciaient pas de prêter attention aux activités des comploteurs antisoviétiques. Staline est arrivé à la conclusion qu'il était nécessaire de rééduquer les fonctionnaires du Parti. En mars 1937 à la réunion de la séance plénière du Comité central du Parti Staline a suggéré que tous les secrétaires du plus haut au plus bas niveau du Parti (plus de 100 mille fonctionnaires) devaient suivre des cours d'éducation politique.

En même temps, Staline a suggéré que tandis que les premiers secrétaires étudiaient dans de tels cours leurs emplois devaient être remplis par d'autres

membres du Parti. Au milieu des années 1930 en raison de la croissance rapide de l'éducation soviétique le nombre des membres du Parti qui étaient des diplômés d'Université s'était immensément accru. Après l'achèvement des études aux universités et aux autres hauts établissements d'éducation, ces membres du Parti avaient acquis l'expérience suffisante pour travailler aux usines soviétiques nouvellement construites. Ils ont activement participé à la construction socialiste et n'ont pas été impliqués dans les intrigues des comités provinciaux et républicains du Parti. Staline, Molotov et d'autres ont considéré ces gens comme une réserve à croissance rapide pour la direction du Parti.

Les propositions de Staline devaient changer résolument la composition de la direction du Parti dans l'esprit de la nouvelle constitution soviétique. La vieille direction aurait une meilleure formation politique et générale. En même temps, plusieurs fonctionnaires plus âgés seraient remplacés par des personnes avec une meilleure éducation et une expérience suffisante pour le travail aux entreprises modernes.

Youri Zhoukov apporte beaucoup de faits pour montrer que tandis que Yenukidze, Yagoda et d'autres eurent recours au complot secret, beaucoup des leaders républicains et provinciaux du Parti ont commencé un sabotage silencieux, mais actif des réformes de Staline. Citant des articles écrits par le premier Secrétaire de l'organisation transcaucasienne du Parti L. P. Béria et par le premier Secrétaire du Parti de Moscou N.S. Khrouchtchev, Youri Zhoukov montre que les principaux fonctionnaires du parti ou ignoraient la nouvelle Constitution et les élections selon le nouveau système, ou exprimaient des craintes exagérées que les ennemis de classe pussent employer les élections selon les principes de la nouvelle Constitution pour devenir députés au Soviet Suprême de l'URSS.

Youri Zhoukov affirme que l'opposition des premiers secrétaires des républiques et des provinces à la nouvelle Constitution a été causée par leurs craintes de perdre leurs places dans les Soviets pendant les élections. Beaucoup de paysans (et non seulement les koulaks) se sont rappelé les excès de la collectivisation et ils pouvaient voter contre ceux qui en 1929-1930 ont essayé d'accomplir à l'excès les plans de la collectivisation méconnaissant à tout prix les attitudes des paysans. Youri Zhoukov signale correctement que si tels secrétaires du Parti échouaient à être élus aux Soviets, leurs positions comme leaders du Parti pourraient être interrogées aussi.

Selon Youri Zhoukov l'effort principal de saper les réformes démocratiques poussées par Staline, Molotov et d'autres a été entrepris par le membre

suppléant du Politburo et premier Secrétaire de l'organisation du Parti de la province sibérienne Occidentale, R.I. Eikhe. À la fin de juin 1937, il a présenté un mémorandum au Politburo avec des propositions qui allaient à l'encontre des réformes politiques de Staline. Quoique le texte du mémorandum ne fut pas trouvé, il y a la preuve évidente de son existence dans les allusions et les décisions prises sur la base du mémorandum.

Selon Youri Zhoukov, R.I. Eikhe a affirmé qu'il y a en Sibérie Occidentale plusieurs anciens koulaks exilés qui ont projeté d'organiser un soulèvement contre-révolutionnaire. Eikhe a demandé au Comité central du parti pour une autorisation de former «une prétendue troïka» composée de l'Avoué de la province, du chef provincial du NKVD et de Eikhe lui-même. «La troïka» doit avoir des pouvoirs extraordinaires pour examiner les activités contre-révolutionnaires et prendre des décisions juridiques concernant les conspirateurs.

Youri Zhoukov compare le mémorandum d'Eikhe à «une petite pierre qui cause une avalanche terrible». Cela a bientôt été suivi par une décision du Politburo du 2 juillet qui a soutenu l'affirmation que beaucoup d'anciens koulaks et de criminels ordinaires, qui sont retournés à leurs domiciles originaux après leurs termes de prison furent expirés, ont lancé des activités contre-révolutionnaires. La décision a prétendu que ces gens' sont les instigateurs principaux d'activités antisoviétiques et d'actes de sabotage dans des fermes collectives et Soviétiques, aussi bien qu'au transport et plusieurs branches de l'industrie. La décision a exigé que les instigateurs les plus actifs d'activités antisoviétiques et de sabotage doivent être immédiatement arrêtés et tués, tandis que les ennemis moins actifs doivent être bannis. La décision exigeait que dans le temps de cinq jours les leaders provinciaux du parti doivent envoyer au Comité central du Parti les listes «des troïkas», le nombre de personnes à être arrêtées et tuées, le nombre de personnes à être arrêtées et bannies.

Pourquoi un tel changement radical de la position de Staline et des autres membres de Politburo eut-il lieu? Youri Zhoukov affirme que c'est arrivé en raison d'une forte pression sur Staline par un grand nombre des premiers secrétaires. Ayant mentionné un certain nombre de visites payées à Staline et Molotov par les principaux fonctionnaires provinciaux du Parti qui ont partagé la position prise par Eikhe, Zhoukov suggère qu'ils avaient présenté un ultimatum véritable à Staline, Molotov et d'autres.

Pour comprendre pourquoi Staline, Molotov et d'autres membres du Politburo ont changé leur politique, il faut aussi tenir compte de quelques faits qui sont mentionnés dans le livre de Zhoukov, mais brièvement. Tout d'abord,

il faut tenir compte de l'exposition du complot du Maréchal Toukhachevsky qui a eu lieu en mai. Les comploteurs avaient des rapports avec des généraux allemands et projetaient un coup d'État. Tandis que la majorité des participants du complot était des militaires, il y avait plusieurs membres civils du Comité central du Parti parmi eux. Le Commissaire populaire aux Affaires intérieures (chef du NKVD après le renvoi de G. Yagoda) N.I. Yezhov a fait un rapport à la réunion de la séance plénière de juin du Comité central du Parti demandant à leurs membres pour la permission d'arrêter 11 membres à part entière et 14 membres suppléants du Comité central impliqués dans le complot de Toukhachevsky.

Pour quelque raison Youri Zhoukov ne tient pas compte des faits relatés dans un livre écrit par Vladimir Pyatnitsky «le Complot contre Staline», qui est spécifiquement consacré à la réunion de la séance plénière du Comité central du Parti en juin (1937). Quoique l'auteur de ce livre attaque Staline, il reconnaît que pendant cette séance plénière il y avait un certain nombre de discours faits contre la prolongation des pouvoirs extraordinaires du NKVD et Yezhov. Une protestation particulièrement véhémente a été faite, I À. Pyatnitsky (le père de l'auteur) qui était le chef du département politique-administratif du Comité central du Parti et pendant une longue période de temps était le secrétaire du Comité exécutif Central du Comintern.

Staline a essayé de venir aux accords avec Pyatnitsky pendant la réunion plénière. Après le discours de Pyatnitsky, un intervalle a été annoncé. Molotov, Voroshilov et Kaganovich ont parlé à I À. Pyatnitsky et a dit que Staline a cru en son honnêteté personnelle à ses valeurs, son talent comme un bon organisateur et administrateur. Ils ont demandé à Pyatnitsky de se rétracter de sa déclaration. Mais Pyatnitsky était inflexible. Ensuite, 15 autres membres du Comité central ont soutenu Pyatnitsky et ont exigé la cessation des pouvoirs extraordinaires du NKVD et de Yezhov.

À ce temps un des Membres du Comité central Filatov a dit à Staline que l'opposition de Pyatnitsky et des autres au NKVD était le résultat de la décision prise à une réunion en secret à l'appartement de Pyatnitsky. Filatov était le seul participant de cette réunion qui en a informé Staline. Juste il y a un mois en Mai Staline fut informé du complot de Toukhachevsky exposé par le NKVD. Maintenant, il a appris d'une rencontre secrète tenue par des douzaines de membres du Comité central qui ont essayé d'arrêter de nouvelles enquêtes par le NKVD.

Ainsi quand Eikhe et d'autres membres du Comité central sont venus à Staline et Molotov avec des demandes pour ne pas refréner les activités du

NKVD, mais les augmenter en les faisant suivre contre des anciens koulaks, Staline et ses collègues les plus proches avaient une raison de supposer que ces suggestions venaient d'un camp tout à fait opposé. En réalité Staline faisait face à l'opposition de sa politique sur deux fronts. Tandis que Pyatnitsky et d'autres exigeaient la fin des arrestations des hauts fonctionnaires impliqués dans des complots contestataires et blâmaient le NKVD d'arbitraire, Eikhe et d'autres louaient le NKVD, mais voulaient juste le diriger vers d'autres buts.

On peut supposer qu'en ce temps-là N.I. Yezhov n'était pas tout à fait sûr de sa position. Comme chef du département politique-administratif du Comité central du Parti, Pyatnitsky contrôlait le NKVD. Yezhov savait que Staline avait confiance en Pyatnitsky. Yezhov pouvait craindre qu'il puisse perdre sa position comme chef du NKVD si Pyatnitsky et ses partisans prévalaient. Donc, Yezhov rejoignait Eikhe et les autres. Zhoukov a tout à fait raison de supposer que « Yezhov est facilement venu aux accords avec Eikhe, avec plusieurs premiers secrétaires et a été d'accord avec la nécessité aussitôt que possible pour supprimer ceux qui étaient certains de voter contre eux ».

Ainsi, Staline et ses partisans loyaux se sont trouvés opposés non seulement par les groupes influents constituant la majorité des membres du Comité central, mais aussi par le NKVD armé de pouvoirs extraordinaires. Cela peut expliquer pourquoi Staline et d'autres ont fait une tournure soudaine dans leur politique.

En attendant, comme Zhoukov le déclare, les premiers secrétaires ont présenté leurs demandes pour l'exil et l'exécution des contre-révolutionnaires clandestins qu'ils ont promis de découvrir dans leurs provinces et républiques. Zhoukov signale que « les plus sanguinaires se sont trouvés être deux personnes – R.I. Eikhe, qui a déclaré son intention de tuer 10,800 habitants de la Sibérie Occidentale… et N.S. Khrouchtchev, qui soupçonneusement a rapidement réussi à trouver et compter dans la province de Moscou 41,305 anciens koulaks et criminels et qui a insisté ensuite sur leur expulsion et exécution ». Il est remarquable que dans son rapport au XX^{e} Congrès du Parti Khrouchtchev n'ait pas dit un mot ou du mémorandum d'Eikhe, ou des demandes d'exils et des exécutions classées par Eikhe et lui-même. Au lieu de cela, Khrouchtchev a loué Eikhe et l'a dépeint comme une victime innocente de la terreur de Staline.

Montrant que Staline et ses collègues les plus proches ont temporairement perdu le contrôle de la situation, Zhoukov signale que beaucoup des partisans actifs de Staline dans ses réformes de démocratisation (Y.A. Yakovlev, B.M. Tal, A.I. Stetzky) ont perdu leurs emplois et ont ensuite été arrêté. Il est clair

que Staline était incapable de défendre certains de ses partisans. Il y a d'autre preuve, que Yezhov n'a pas voulu se limiter aux exécutions des plus petites figures parmi les partisans de Staline. Plus tard, quand Yezhov fut arrêté des papiers furent trouvés dans son coffre-fort personnel qu'il avait rassemblé pour préparer « un cas » contre Staline.

En même temps Yezhov, Eikhe et d'autres ne pouvaient pas risquer de renverser Staline et ses partisans. Le nom de Staline était l'incarnation même du socialisme. La popularité de Molotov, Voroshilov et Kaganovich était aussi grande. Beaucoup de villes, d'usines, de fermes collectives ont été nommées après eux. Yezhov et d'autres ont couvert leur opposition à Staline par une flatterie constante et des déclarations de fidélité. Yezhov a même proposé de nommer Moscou après Staline et l'appeler Stalindar. La proposition a été résolument rejetée par Staline.

Paradoxalement, la tentative d'Eikhe et d'autres pour détourner les activités du NKVD des enquêtes de complots parmi les fonctionnaires du Parti n'a pas arrêté leurs arrestations. Obtenant la permission de découvrir des complots contre-révolutionnaires antisoviétiques, certains des premiers secrétaires se sont empressés d'exiger les arrestations de leurs rivaux pour les hauts postes. Ainsi, le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Ouzbékistan A.I. Ikramov a demandé au Politburo le 24 juin 1937 de remplacer le Président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ouzbékistan Faizulla Hodzhaev « pour ses connexions contre-révolutionnaires ». Plus tard Hodzhaev a été arrêté.

Cependant, les partisans de Hodzhaev ont réussi à incriminer Ikramov. Comme Zhoukov le signale, Ikramov lui-même a été expulsé du Parti en septembre 1937 et arrêté ensuite. En mars 1938 et Hodzhaev et Ikramov ont été exécutés sur les accusations de haute trahison et d'espionnage pendant le procès de Moscou.

Beaucoup de rivalités ont été arrangées en 1937 de façon semblable, comme plusieurs fonctionnaires du Parti ont essayé de supprimer ceux qui pourraient avec succès rivaliser avec eux pour les postes vacants dans le Parti et la hiérarchie soviétique. Bientôt la campagne de diffusion d'accusations fausses se répandit dans tout le pays. Beaucoup de personnes ont calomnié leurs collègues et ils ont été arrêtés par le NKVD. Cette période des violations massives de la loi fut plus tard appelée « Yézhovshina ». Il est évident, que les pratiques illégales lancées au commencement par un certain nombre des fonctionnaires du Parti allaient à l'encontre des principes préconisés par Staline et de sa politique de démocratisation. Cela permet à Youri Zhoukov

de conclure que « la tentative de Staline pour reformer le système politique de l'Union soviétique a abouti à un fiasco complet ».

On pourrait contredire cette déclaration catégorique par Youri Zhoukov. D'abord, malgré l'opposition têtue par le corps influent des fonctionnaires du Parti la Constitution de Staline a été adoptée et la première élection au Soviet suprême d'URSS a été conduite d'une nouvelle façon (direct, égal, secret). Deuxièmement, Staline avec l'appui de beaucoup de communistes a graduellement commencé à reconstituer la légalité, qui a été violée par les secrétaires provinciaux et le NKVD. En janvier 1938 la réunion de la séance plénière du Comité central du Parti a condamné « l'approche formaliste et bureaucratique aux appels des gens expulsés du Parti communiste de Toute l'Union » et a exigé de prendre des mesures résolues pour arrêter une telle pratique. La décision du Comité central a prêté attention à un certain nombre d'expulsions arbitraires des membres du Parti dans la deuxième moitié de 1937. La décision a proclamé un retour aux principes préconisés par Staline en mars 1937 à la réunion de la séance plénière du Comité central du Parti. Quoique la décision mette tout le blâme pour les violations de normes légales sur les fonctionnaires locaux du Parti, la position d'Yezhov commençait à s'affaiblir. En août 1938 le Politburo a commencé à examiner le travail du NKVD. En novembre 1938 Yezhov a perdu le poste de chef du NKVD. En avril 1939 il a été arrêté et accusé de violations brutes des normes légales. Eikhe et d'autres secrétaires qui étaient actifs dans le commençant une campagne d'exils et des exécutions ont été aussi arrêtés.

En même temps beaucoup de milliers des gens arrêtés pendant l'Yézhovshina furent libérés. Parmi eux était un certain nombre de généraux soviétiques, y compris K.K. Rokossovsky, qui a joué un rôle important durant la Grande Guerre patriotique.

Malgré les lourdes pertes infligées par l'Yézhovshina, l'Union soviétique n'en a pas été fatalement affaiblie. D'abord, parmi ceux arrêtés et exécutés en 1937-1938 il y avait des espions réels et des ennemis du socialisme. À la différence des pays de l'Europe occidentale, l'URSS s'est avérée être libérée de « la Cinquième Colonne » qui a laissé Hitler gagné des victoires. Des généraux allemands se sont plaints pendant les premiers mois de la guerre qu'ils manquaient d'une information véridique sur l'Armée Rouge et l'industrie de la défense soviétique comme ils n'avaient pas le nombre suffisant de leurs agents à l'intérieur de l'URSS. À l'exception du général Vlasov qui s'est rendu aux Allemands en 1942 et a collaboré plus tard avec eux, Hitler a échoué à trouver l'appui parmi le corps dirigeant soviétique de haut rang.

Deuxièmement, beaucoup de politiciens ambitieux qui se souciaient seulement de leur pouvoir ont perdu leurs emplois, leur liberté et leur vie pendant la lutte intérieure de 1937-1938. Leurs emplois ont été finalement pris par d'autres. Youri Zhoukov reconnaît qu'un des résultats des événements de 1937-1938 était l'apparition à la direction soviétique supérieure des personnes qui étaient plus instruites et avaient une meilleure expérience dans l'économie moderne. Les emplois des maréchaux et des officiers impliqués dans le complot de Toukhachevsky ont été pris par les officiers plus jeunes qui avaient une meilleure éducation militaire. Les nouveaux fonctionnaires du Parti qui ont remplacé ceux arrêtés en 1937-1938 se sont sincèrement consacrés à la cause de communisme et étaient plus instruits politiquement à la différence de plusieurs fonctionnaires plus âgés. La nouvelle direction du Parti, l'économie soviétique et l'Armée Rouge ont prouvé leur valeur pendant la Grande Guerre patriotique.

Et la dernière, mais pas la moindre des conséquences des événements des années 1930 fut la consolidation du Peuple Soviétique autour de Staline et de sa politique. Il doit être noté que les représailles massives des années 1930 ont touché surtout les strates sociales qui ont constitué seulement une minorité du Peuple Soviétique. En même temps l'adoption de la Constitution de Staline qui a proclamé les principes de la démocratie socialiste et a incarné les accomplissements de la construction socialiste, a fait que la plus grande partie du Peuple Soviétique a compris les avantages évidents du nouvel ordre socialiste. La dévotion du Peuple soviétique à cet ordre a été démontrée par sa lutte héroïque pendant la Grande Guerre Patriotique. Encore Youri Zhoukov est correct dans l'indication qu'en 1937-1938 Staline a échoué à mettre en œuvre certaines des particularités essentielles de ses réformes politiques. Zhoukov mentionne spécifiquement le fait qu'en raison de l'opposition têtue de plusieurs fonctionnaires du Parti en 1937 Staline a dû abandonner son plan de conduire des élections avec des candidats alternatifs. La seule relique de l'idée de Staline était une inscription au sommet de chaque bulletin à chaque élection tenue en Union soviétique avant qu'il n'ait cessé d'exister en 1991 qui a dit: « Laissez dans le bulletin le nom d'UN candidat, pour qui vous votez, biffant tout le reste ». Quoiqu'en pratique l'inscription n'ait pas signifié grand-chose, comme pendant ces élections il y avait juste UN candidat, l'inscription a rappelé qu'en principe les électeurs doivent avoir un choix d'un certain nombre de candidats.

Zhoukov ne réussit pas à mentionner aussi un fait évident, que le plan de Staline de l'éducation politique des fonctionnaires du Parti qu'il a dévoilé en mars 1937 aussi a échoué de se réaliser. Peut-être les difficultés de la période d'avant-guerre, la guerre et plus tard la guerre froide n'ont pas permis à

Staline d'organiser l'éducation de tous les fonctionnaires actifs du Parti. En conséquence, beaucoup de postes importants étaient toujours occupés par des fonctionnaires qui ont manqué d'une éducation politique et générale appropriée. Parmi eux se trouvaient des personnes telles que N.S. Khrouchtchev et L.P. Béria. Au commencement ils ont silencieusement saboté les réformes de Staline. Alors, ils étaient actifs dans l'Yézhovshina. Mais ils avaient l'esprit assez vif pour voir le changement du climat politique et ils sont devenus actifs en combattant Yezhov et ses partisans. Quoique Staline fut conscient de leur bas niveau d'éducation générale et politique et leurs autres défauts, il appréciait leur énergie. Et Khrouchtchev et Béria ont continué à occuper des emplois importants.

Tandis que Staline essayait constamment d'avancer les personnes qui étaient de tout cœur consacrées à la cause du communisme, et qui avaient une bonne éducation et de l'expérience dans le travail pratique, il semble qu'il comprenait les défauts de la direction politique existante de l'Union soviétique. Pendant le XIX Congrès du PCUS Staline a fait un autre effort de changer la composition des hauts rangs du Parti. Il a suggéré l'agrandissement du corps nouvellement créé du Comité central du PCUS en y recrutant un certain nombre de leaders remarquables des Partis de province des organisateurs de la production économique et des théoriciens. Dans les premiers mois de 1953 Staline a préparé un document dans lequel il a suggéré qu'il démissionne du poste de Président du Conseil des Ministres de l'URSS et ce travail serait pris par l'ancien premier secrétaire du Parti communiste biélorusse et l'ancien chef du Quartier général du mouvement de partisan d'URSS pendant la Guerre P.K. Ponomarenko.

On le sait que L.P. Béria et N.S. Khrouchtchev étaient les ennemis endurcis de Ponomarenko depuis les années de Guerre. Aussi la nomination de Ponomarenko pourrait signifier que d'autres changements devaient bientôt suivre. La maladie soudaine et ensuite la mort de Staline ont causé plus tard beaucoup de soupçons. Il a été revendiqué que Staline a été empoisonné par ses collègues. Au moins, il est clair que Béria, Malenkov et Khrouchtchev qui ont rendu visite à Staline après qu'il a été trouvé couché inconscient sur le plancher dans sa résidence, n'ont même pas appelé de médecin pour l'examiner. Trois ans après la mort de Staline, Khrouchtchev a commencé sa campagne anti-Staline.

Les fautes de la façon soviétique de choisir des personnes pour des positions dirigeantes sont devenues évidentes pendant les 11 ans où N.S. Khrouchtchev a occupé le travail du Premier Secrétaire du Comité Centra du Parti. Ce furent les années qui sont devenues d'une triste notoriété pour un certain

nombre d'erreurs brutes dans l'idéologie, dans les sphères économiques et politiques aussi bien que dans la politique étrangère de l'URSS. Quoique Khrouchtchev ait été écarté par un vote unanime du Comité central du Parti en octobre 1964, rien ne fut fait pour modifier le système politique de l'URSS et du PCUS. Les événements suivants ont montré que le système politique du PCUS et de l'URSS n'a pas empêché l'arrivée au pouvoir de tels traîtres au communisme et de leur propre pays comme Gorbachev, Yakovlev, Yeltsin. Il est tout à fait probable que si Staline et ses partisans avaient réussi à mettre en œuvre les réformes politiques l'URSS aurait eu un meilleur système de choisir leurs leaders politiques et empêcher ainsi Khrouchtchev, Gorbachev et les autres de prendre le pouvoir.

Il est aussi évident que quoique Youri Zhoukov ne partage pas l'idéologie communiste, comme un vrai patriote russe, il est désolé que les réformes politiques de Staline ne furent pas achevées. Quoique Youri Zhoukov reconnaît que sa recherche des vraies explications des événements des années 1930 en URSS est incomplète comme plusieurs documents liés à la période sont toujours tenus secrets ou ont été détruits sur les ordres de Khrouchtchev, son livre démontre la fausseté des fabrications faites par Khrouchtchev et ses disciples des événements de 1937-1938. Avec toutes ses fautes et défauts évidents, le livre de Zhoukov fait une incursion nouvelle et importante dans l'étude de l'histoire soviétique.

III. SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'URSS.

Joseph Staline, Rapport présenté au VIII^e^ congrès extraordinaire des Soviets de l'URSS le 25 novembre 1936

1) La commission de la constitution, sa formation et ses tâches.

Camarades,

La Commission de la Constitution, dont le projet est soumis à l'examen de ce congrès, a été formée, comme on sait, par décision spéciale du VIIe congrès des Soviets de l'URSS Cette décision fut adoptée le 6 février 1935. On y lit:

1. Apporter à la Constitution de l'URSS des modifications en vue a) de démocratiser encore le système électoral, en remplaçant les élections incomplètement égales par des élections égales, les élections à plusieurs degrés par des élections directes, le vote public par le scrutin secret; b) de préciser la base sociale et économique de la Constitution, pour faire correspondre celle-ci avec l'actuel rapport des forces de classes en URSS (création d'une nouvelle industrie socialiste; écrasement de la classe des koulaks; victoire du régime kolkhozien; affermissement de la propriété socialiste comme base de la société soviétique, etc.)

2. Inviter le Comité exécutif central de l'URSS à élire une Commission de la Constitution, chargée d'établir le texte rectifié de la Constitution sur les bases indiquées au paragraphe 1, et de le soumettre à l'approbation de la session du Comité exécutif central de l'URSS

3. Procéder aux prochaines élections ordinaires des organes du pouvoir soviétique de l'URSS sur la base du nouveau système électoral.

Cela se passait le 6 février 1935. Un jour après l'adoption de cette décision, c'est-à-dire le 7 février 1935, se réunissait la première session du Comité exécutif central de l'URSS, qui, en exécution de la décision du VIIe congrès des Soviets de l'URSS, formait la Commission de la Constitution, composée de 31 membres. Elle chargea cette Commission d'établir le projet du texte rectifié de la Constitution de l'URSS

Tels sont les motifs officiels et les directives de l'organisme suprême de l'URSS, qui devaient servir de base aux travaux de la Commission de la Constitution. Ainsi donc, la Commission de la Constitution devait apporter des changements à la Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, en tenant compte des transformations qui ont été réalisées dans la vie de l'URSS vers le socialisme, depuis 1924 jusqu'à nos jours.

2) Les changements intervenus dans la vie de l'URSS pendant la période 1924-1936.

Quels sont les changements qui sont intervenus dans la vie de l'URSS pendant la période 1924-1936, et que la Commission de la Constitution devait refléter dans son projet de Constitution ?

Quel est le fond de ces changements ? Qu'avions-nous en 1924 ?

C'était la première période de la NEP, alors que le pouvoir soviétique avait permis une certaine reprise du capitalisme, tout en faisant le maximum ; pour développer le socialisme ; alors qu'il se proposait, au cours de la compétition entre les deux systèmes économiques — capitaliste et socialiste — d'organiser la prépondérance du système socialiste sur le système capitaliste. La tâche était de consolider pendant cette compétition les positions du socialisme, d'obtenir la liquidation des éléments capitalistes et d'achever la victoire du système socialiste, système fondamental de l'économie nationale. Notre industrie offrait alors un tableau peu enviable, l'industrie lourde surtout.

Il est vrai qu'elle se rétablissait peu à peu, mais elle était encore loin d'avoir porté sa production au niveau d'avant-guerre. Elle était basée sur une technique vieille, arriérée et pauvre. Certes, elle se développait vers le socialisme. La part du secteur socialiste de notre industrie était alors d'environ 80%. Cependant le secteur capitaliste ne détenait pas moins de 20% de l'industrie. Notre agriculture offrait un tableau encore moins attrayant. Il est vrai que la classe des grands propriétaires fonciers était déjà liquidée ; par contre la classe des capitalistes agricoles, la classe des koulaks, représentait encore une force assez considérable. Dans son ensemble l'agriculture était comme un immense océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée, médiévale.

Dans cet océan, kolkhoz et sovkhoz formaient des points et des îlots ; ils n'avaient pas encore, à proprement parler, une importance tant soit peu sérieuse dans notre économie nationale. Les kolkhoz et sovkhoz étaient faibles, tandis que le koulak était encore en force. Nous parlions alors non

de la liquidation de la classe des koulaks, mais de sa limitation.

Il faut en dire autant des échanges dans le pays. Le secteur socialiste dans le domaine des échanges représentait quelque 50 ou 60%, pas plus, et tout le reste du champ d'activité était occupé par les marchands, les spéculateurs et autres commerçants privés. Tel était le tableau de notre économie en 1924.

Où en sommes-nous maintenant, en 1936?

Si nous étions alors à la première période de la NEP, au début de la NEP, dans la période d'une certaine reprise du capitalisme, nous en sommes maintenant dans la dernière période de la NEP, à la fin de la NEP, en période de liquidation complète du capitalisme dans toutes les sphères de l'économie nationale.

Ainsi, par exemple, notre industrie, durant cette période, est devenue une force gigantesque. Maintenant, on ne peut plus la qualifier d'industrie faible et techniquement mal équipée. Au contraire, elle est maintenant basée sur une technique nouvelle, riche et moderne, avec une industrie lourde fortement développée et des constructions mécaniques encore plus développées. Mais le plus important, c'est que le capitalisme a été complètement chassé de notre industrie, et que la forme socialiste de production y domine actuellement sans partage. On ne saurait négliger le fait que la production de notre industrie socialiste d'aujourd'hui dépasse de plus de sept fois celle de l'industrie d'avant-guerre.

Dans l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée et l'emprise des koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde, et armée d'une technique moderne: un vaste système de kolkhoz et de sovkhoz.

Tout le monde sait que lia classe des koulaks a été liquidée dans l'agriculture, et que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles, avec sa technique arriérée, médiévale, occupe maintenant une place insignifiante; sa part dans l'agriculture, pour l'étendue des surfaces ensemencées, représente 2 à 3% au plus. On ne peut s'empêcher de constater que les kolkhoz disposent aujourd'hui de 316000 tracteurs d'une puissance de 5700000 CV, et, avec les sovkhoz, ils totalisent plus de 400000 tracteurs d'une puissance de 7580000 CV. En ce qui concerne les échanges dans le pays, les marchands et spéculateurs ont été chassés complètement de ce domaine. Tout le commerce est aujourd'hui entre les mains de l'État, des coopératives et des kolkhoz. Un nouveau commerce est né et s'est développé, le commerce soviétique, commerce sans spéculateurs, sans capitalistes. Ainsi la victoire

totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est désormais un fait acquis.

Et qu'est-ce que cela signifie?

Cela signifie que l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée, liquidée, et que la propriété socialiste des instruments et moyens de production s'est affirmée comme la base inébranlable de notre société soviétique. (Applaudissements prolongés.) Ces changements dans l'économie nationale de l'URSS font que nous avons aujourd'hui une nouvelle économie, l'économie socialiste, qui ignore les crises et le chômage, qui ignore la misère et la ruine, et offre aux citoyens toutes possibilités d'une vie d'aisance et de culture. Tels sont pour l'essentiel les changements survenus dans notre économie, de 1924 à 1936.

Ces changements dans l'économie de l'URSS ont entraîné des changements dans la structure de classe de notre société. On sait que la classe des grands propriétaires fonciers avait déjà été liquidée à la suite de notre victoire finale dans la guerre civile. Les autres classes exploiteuses ont partagé le même sort. Plus de classe des capitalistes dans l'industrie. Plus de classe des koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes exploiteuses ont été liquidées. Est restée la classe ouvrière. Est restée la classe des paysans. Sont restés les intellectuels.

Mais on aurait tort de croire que ces groupes sociaux n'ont subi aucun changement pendant la période envisagée et qu'ils sont demeurés ce qu'ils étaient, disons, à l'époque du capitalisme. Prenons, par exemple, la classe ouvrière de l'URSS On, l'appelle souvent, par vieille habitude, prolétariat. Mais qu'est-ce que le prolétariat?

Le prolétariat est une classe privée des instruments et moyens de production dans le système économique où instruments et moyens de production appartiennent aux capitalistes, et où la classe des capitalistes exploite le prolétariat. Le prolétariat est une classe exploitée par les capitalistes. Mais chez nous, on le sait, la classe des capitalistes est déjà liquidée; les instruments et moyens de production ont été enlevés aux capitalistes et remis à l'État, dont la force dirigeante est la classe ouvrière.

Par conséquent, il n'y a plus de classe de capitalistes qui pourrait exploiter la classe ouvrière. Par conséquent notre classe ouvrière, non seulement n'est pas privée des instruments et moyens de production; au contraire, elle les possède en commun avec le peuple entier. Et du moment qu'elle les possède,

et que la classe des capitalistes est supprimée, toute possibilité d'exploiter la classe ouvrière est exclue. Peut-on après cela appeler notre classe ouvrière prolétariat ? Il est clair que non. Marx disait : pour s'affranchir, le prolétariat doit écraser la classe des capitalistes, enlever aux capitalistes les instruments et moyens de production et supprimer les conditions de production qui engendrent le prolétariat. Peut-on dire que la classe ouvrière de l'URSS a déjà réalisé ces conditions de son affranchissement ?

On peut et on doit le dire incontestablement. Et qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que le prolétariat de l'URSS est devenu une classe absolument nouvelle, la classe ouvrière de l'URSS, qui a anéanti le système capitaliste de l'économie, affermi la propriété socialiste des instruments et moyens de production, et qui oriente la société soviétique dans la voie du communisme. Comme vous voyez, la classe ouvrière de l'URSS est une classe ouvrière absolument nouvelle, affranchie de l'exploitation, une classe ouvrière comme n'en a jamais connu l'histoire de l'humanité. Passons à la question de la paysannerie.

On a coutume de dire que la paysannerie est une classe de petits producteurs dont les membres, atomisés, dispersés sur toute la surface du pays, besognant chacun de leur côté dans leurs petites exploitations, avec leur technique arriérée, sont esclaves de la propriété privée et sont impunément exploités par les grands propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands, les spéculateurs, les usuriers, etc. En effet, la paysannerie des pays capitalistes, si l'on considère sa masse fondamentale, constitue précisément cette classe.

Peut-on dire que notre paysannerie d'aujourd'hui, la paysannerie soviétique, ressemble dans sa grande masse à cette paysannerie-là ? Non, on ne peut le dire. Cette paysannerie-là n'existe plus chez nous. Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus chez nous de grands propriétaires fonciers ni de koulaks, de marchands ni d'usuriers, pour exploiter les paysans. Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation.

Ensuite notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur le travail collectif et la technique moderne. Enfin l'économie de notre paysannerie est fondée, non sur la propriété privée, mais sur la propriété collective qui a grandi sur la base du travail collectif.

La paysannerie soviétique, vous le voyez, est comme n'en a pas encore connu l'histoire de l'humanité : une paysannerie absolument nouvelle.

Passons enfin à la question des intellectuels, des ingénieurs et techniciens, des travailleurs du front culturel, des employés en général, etc. Les intellectuels ont eux aussi subi de grands changements au cours de la période écoulée. Ce ne sont plus ces vieux intellectuels encroûtés, qui prétendaient se placer au-dessus des classes, mais qui, dans leur masse, servaient en réalité les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nos intellectuels soviétiques, ce sent des intellectuels absolument nouveaux, liés par toutes leurs racines à la classe ouvrière et à la paysannerie.

Tout d'abord, la composition sociale des intellectuels a changé. Les éléments issus de la noblesse et de la bourgeoisie représentent un faible pourcentage de nos intellectuels soviétiques. 80 à 90 % des intellectuels soviétiques sont issus de la classe ouvrière, de la paysannerie et d'autres catégories de travailleurs.

Enfin le caractère même de l'activité des intellectuels a changé. Autrefois ils devaient servir les classes riches, parce qu'ils n'avaient pas d'autre issue. Maintenant ils doivent servir le peuple, parce qu'il n'existe plus de classes exploiteuses. Et c'est précisément pourquoi ils sont aujourd'hui membres égaux de la société soviétique, où, avec les ouvriers et les paysans attelés à la même besogne, ils travaillent à l'édification d'une société nouvelle, de la société socialiste sans classes. Ce sont, vous le voyez bien, des travailleurs intellectuels absolument nouveaux, comme vous n'en trouverez dans aucun pays du globe. Tels sont les changements survenus au cours de la période écoulée dans la structure sociale de la société soviétique.

Qu'attestent ces changements ?

Ils attestent, premièrement, que les démarcations entre la classe ouvrière et la paysannerie, de même qu'entre ces classes et les intellectuels, s'effacent et que disparaît le vieil exclusivisme de classe. C'est donc que la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus.

Ils attestent, deuxièmement, que les contradictions économiques entre ces groupes sociaux tombent, s'effacent.

Ils attestent enfin que tombent et s'effacent également les contradictions politiques qui existent entre eux.

Il en est ainsi des changements survenus dans la structure de classe de l'URSS Le tableau des changements dans la vie sociale de l'URSS serait incomplet, si l'on ne disait quelques mots des changements intervenus dans un autre domaine encore. Je veux parler des rapports entre nations, en URSS Comme on sait, l'Union soviétique comprend environ 60 nations, groupes nationaux et nationalités. L'État soviétique est un État multinational. On conçoit que la question des rapports entre les peuples de l'URSS soit pour nous d'une importance de premier ordre.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est formée, on le sait, en 1922, au Premier congrès des Soviets de l'URSS Elle s'est formée sur la base de l'égalité et de la libre adhésion des peuples de l'URSS La Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, est la première constitution de l'URSS

C'était une période où les relations entre les peuples n'étaient pas encore dûment établies, où les survivances de la défiance à l'égard des Grands-Russes n'avaient pas encore disparu, où les forces centrifuges continuaient encore à agir.

Dans ces conditions il fallait établir la collaboration fraternelle des peuples sur la base d'une assistance mutuelle, économique, politique et militaire, en les groupant dans un seul État multinational fédéral. Le pouvoir soviétique voyait bien les difficultés de cette tâche. Il avait devant lui les expériences malheureuses des États multinationaux dans le monde bourgeois. Il avait devant lui l'expérience avortée de l'ancienne Autriche Hongrie. Et cependant il décida de faire l'expérience de la création d'un État multinational, parce qu'il savait qu'un État multinational, ayant pour base le socialisme, devait triompher de toutes les épreuves.

Depuis, quatorze ans ont passé. Période suffisante pour vérifier l'expérience. Eh bien?

La période écoulée a montré indubitablement que l'expérience de la formation d'un État multinational, basé sur le socialisme, a pleinement réussi. C'est là une victoire incontestable de la politique léniniste dans la question nationale. (Applaudissements prolongés.) Comment expliquer cette victoire?

Absence de classes exploiteuses, principales organisatrices des collisions entre nations; absence de l'exploitation qui entretient la méfiance réciproque et attise les passions nationalistes; présence, au pouvoir, de la classe ouvrière, ennemie de tout asservissement et fidèle champion des idées d'internationalisme; réalisation pratique de l'assistance mutuelle entre peuples dans tous

les domaines de la vie économique et sociale; enfin, épanouissement de la culture nationale des peuples de l'URSS, nationale par la forme, socialiste par le contenu: tous ces facteurs et autres analogues ont fait que la physionomie des peuples de l'URSS a radicalement changé; que le sentiment de la méfiance réciproque a disparu chez eux; qu'en eux s'est développé un sentiment d'amitié réciproque, et que s'est établie ainsi une véritable collaboration fraternelle des peuples, au sein de l'État fédéral unique.

C'est ce qui fait que nous avons aujourd'hui un État socialiste multinational parfaitement constitué, qui a triomphé de toutes les épreuves et dont la solidité peut faire envie à n'importe quel État fondé sur une seule nation, de n'importe quelle partie du monde. (Vifs applaudissements.)

Tels sont les changements survenus pendant la période écoulée dans les rapports entre nations, en URSS

Tel est le bilan général des changements intervenus dans la vie économique, politique et sociale de l'URSS, au cours de la période 1924-1936.

3) Particularités essentielles du projet de constitution.

Comment tous ces changements de la vie de l'URSS ont-ils été marqués dans le projet de la nouvelle Constitution?

Autrement dit: quelles sont les particularités essentielles du projet de Constitution soumis à l'examen de ce congrès?

La Commission de la Constitution avait été chargée d'apporter des changements au texte de la Constitution de 1924. Des travaux de cette Commission est sorti un texte nouveau, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS En établissant ce projet la Commission est partie du principe qu'une constitution ne doit pas être confondue avec un programme.

Cela veut dire qu'entre un programme et une constitution il existe une différence essentielle. Alors qu'un programme expose ce qui n'est pas encore et ce qui doit seulement être obtenu et conquis dans l'avenir, une constitution, au contraire, doit exposer ce qui est déjà, ce qui a déjà été obtenu et conquis maintenant, dans le présent. Le programme concerne principalement l'avenir; la Constitution, le présent. Deux exemples à titre d'illustration.

Notre société soviétique a d'ores et déjà réalisé le socialisme, dans l'essentiel; elle a créé l'ordre socialiste, c'est-à-dire qu'elle a atteint ce que, en

d'autres termes, les marxistes appellent la première phase ou phase inférieure du communisme. Cela veut dire que la première phase du communisme, le socialisme, est déjà réalisée chez nous, dans l'essentiel. (Applaudissements prolongés.) Le principe fondamental de cette phase du communisme est, on le sait, la formule: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail», notre Constitution doit-elle marquer ce fait, celui de la conquête du socialisme? Doit-elle être basée sur cette conquête?

Elle doit l'être incontestablement. Elle doit l'être parce que le socialisme, pour l'URSS, est ce qui a déjà été obtenu et conquis. Mais la société soviétique n'a pas encore réalisé le communisme dans sa phase supérieure, où le principe dominant sera la formule: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins», encore qu'elle se fixe comme but de réaliser le communisme dans sa phase supérieure.

Notre Constitution peut-elle être basée sur la phase supérieure du communisme, qui n'est pas encore et qui doit encore être conquise? Non, elle ne peut pas l'être, car la phase supérieure du communisme c'est, pour l'URSS, ce qui n'est pas encore réalisé et ce qui doit l'être dans l'avenir. Elle ne peut pas l'être si on ne veut pas transformer la Constitution en programme ou en simple déclaration sur les futures conquêtes. Tel est le cadre de notre Constitution dans le moment historique actuel. Ainsi le projet de la nouvelle Constitution marque le bilan du chemin parcouru, le bilan des conquêtes déjà acquises. Il est, par conséquent, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui en fait a déjà été obtenu et conquis. (Vifs applaudissements.)

C'est là la première particularité du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS

Poursuivons. Les constitutions des pays bourgeois partent habituellement de la conviction que l'ordre capitaliste est immuable. La base essentielle de ces constitutions, ce sont les principes du capitalisme, ses principaux fondements: propriété privée de la terre, des forêts, fabriques, usines et autres instruments et moyens de production; exploitation de l'homme par l'homme et existence d'exploiteurs et d'exploités; à un pôle de la société, c'est la majorité des travailleurs dont le lendemain n'est pas assuré; à l'autre pôle, c'est le luxe de la minorité non travailleuse, mais dont le lendemain est assuré, etc., etc. Ces constitutions s'appuient sur ces fondements du capitalisme et autres analogues. Elles les reflètent, elles les consacrent par voie législative.

À la différence de ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS part de la liquidation de l'ordre capitaliste, de la victoire de l'ordre

socialiste en URSS La base essentielle du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS, ce sont les principes du socialisme, ses principaux fondements déjà conquis et établis: propriété socialiste de la terre, des forêts, des fabriques, des usines et autres instruments et moyens de production; suppression de l'exploitation et des classes exploiteuses; suppression de la misère de la majorité et du luxe de la minorité; suppression du chômage; le travail comme obligation et devoir d'honneur de chaque citoyen apte au travail, selon la formule: « Qui ne travaille pas ne mange pas ». Le droit au travail, c'est-à-dire le droit de chaque citoyen de recevoir un travail garanti; le droit au repos; le droit à l'instruction, etc.

Le projet de la nouvelle Constitution s'appuie sur ces fondements et autres analogues du socialisme. Il les reflète, il les consacre par voie législative. Telle est la deuxième particularité du projet de la nouvelle Constitution. Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que la société est composée de classes antagonistes, de classes possédant la richesse et de classes ne la possédant pas; que, quel que soit le parti accédant au pouvoir, la direction politique de la société (dictature) doit appartenir à la bourgeoisie; que la constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des classes possédantes.

À la différence des constitutions bourgeoises, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS part du fait que dans la société il n'existe plus de classes antagonistes; que la société est composée de deux classes amies, d'ouvriers et de paysans; que ce sont justement ces classes laborieuses qui sont au pouvoir; que la direction politique de la société (dictature) appartient à la classe ouvrière, en tant que classe avancée de la société; que la Constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des travailleurs.

Telle est la troisième particularité du projet de la nouvelle Constitution. Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que les nations et les races ne peuvent être égales en droits, qu'il est des nations jouissant de la plénitude des droits et d'autres qui n'en jouissent pas; qu'en outre il existe une troisième catégorie de nations ou de races, par exemple, dans les colonies, qui ont encore moins de droits que les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits.

Cela signifie que toutes ces constitutions sont nationalistes en leur fond, c'est-à-dire qu'elles sont des constitutions de nations dominantes. Contrairement à ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS est profondément internationaliste. Il part du principe que toutes les nations et races sont égales en droits. Il part du principe que la différence de

couleur ou de langue, de niveau de culture ou de niveau de développement politique, aussi bien que toute autre différence entre nations et races, ne peut justifier l'inégalité de droits entre nations. Il part du principe que toutes les nations et races, indépendamment de leur situation passée et présente, indépendamment de leur force ou de leur faiblesse, doivent jouir de droits identiques dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société. Telle est la quatrième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

La cinquième particularité du projet de la nouvelle Constitution, c'est son démocratisme conséquent et sans défaillance. Du point de vue du démocratisme, on peut diviser les constitutions bourgeoises en deux groupes : un groupe de constitutions nie ouvertement ou, en fait, réduit à néant l'égalité en droits des citoyens et les libertés démocratiques.

L'autre groupe de constitutions accepte volontiers et affiche même les principes démocratiques ; mais en même temps il fait de telles réserves et restrictions que les droits et libertés démocratiques s'en trouvent complètement mutilés. Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais aussitôt les restreignent par les conditions de résidence et d'instruction, voire de fortune. Elles parlent de droits égaux pour les citoyens, mais aussitôt font cette réserve que cela ne concerne pas les femmes, ou ne les concerne que partiellement. Etc.

Le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS a ceci de particulier qu'il est exempt de pareilles réserves et restrictions. Pour lui, il n'existe point de citoyens actifs ou passifs ; pour lui, tous les citoyens sont actifs. Il n'admet point de différence de droits entre hommes et femmes, entre « domiciliés » et « non-domiciliés », entre possédants et non-possédants, entre gens instruits et non instruits. Pour lui, tous les citoyens ont des droits égaux. Ce n'est pas la situation de fortune, ni l'origine nationale, ce n'est pas le sexe ni la fonction ou le grade, mais les qualités personnelles et le travail personnel de chaque citoyen, qui déterminent sa situation dans la société. Enfin, une autre particularité du projet de la nouvelle Constitution.

Les constitutions bourgeoises se contentent habituellement de fixer les droits officiels des citoyens, sans se préoccuper des conditions garantissant l'exercice de ces droits, de la possibilité de les exercer, des moyens de les exercer. Elles parlent de l'égalité des citoyens, mais oublient qu'il ne peut pas y avoir d'égalité véritable entre patron et ouvrier, entre grand propriétaire foncier et paysan, si les premiers ont la richesse et le poids politique dans la société, et les seconds sont privés de l'un et de l'autre ; si les premiers sont

des exploiteurs et les seconds des exploités. Ou encore: elles parlent de la liberté de la parole, de réunion et de la presse, mais elles oublient que toutes ces libertés peuvent n'être pour la classe ouvrière qu'un son creux, si elle est mise dans l'impossibilité de disposer de locaux appropriés pour tenir ses réunions, de bonnes imprimeries, d'une quantité suffisante de papier d'imprimerie, etc.

Le projet de la nouvelle Constitution a ceci de particulier qu'il ne se borne pas à fixer les droits officiels des citoyens, mais qu'il reporte le centre de gravité sur la garantie de ces droits, sur les moyens de les réaliser. Il ne proclame pas simplement l'égalité des citoyens, mais il la garantit en consacrant par voie législative la suppression du régime d'exploitation, l'affranchissement des citoyens de toute exploitation. Il ne proclame pas simplement le droit au travail, mais il le garantit en consacrant par voie législative l'absence de crises dans la société soviétique, la suppression du chômage. Il ne proclame pas simplement les libertés démocratiques, mais il les garantit par voie législative, avec des moyens matériels déterminés.

On conçoit, par conséquent, que le démocratisme du projet de la nouvelle Constitution ne soit pas un démocratisme en général, «habituel» et «généralement reconnu», mais le démocratisme socialiste. Telles sont les particularités essentielles du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS C'est ainsi que le projet de la nouvelle Constitution reflète les transformations et les changements réalisés dans la vie économique, politique et sociale de l'URSS, durant la période 1924-1936.

4) La critique bourgeoise du projet de constitution.

Quelques mots sur la critique bourgeoise du projet de Constitution. L'attitude observée par la presse bourgeoise de l'étranger à l'égard du projet de Constitution offre sans contredit un certain intérêt. Pour autant que la presse étrangère reflète l'opinion des différentes catégories de la population dans les pays bourgeois, nous ne pouvons passer outre à la critique que cette presse a développée contre le projet de Constitution. Les premières réactions de la presse étrangère au projet de Constitution se sont manifestées dans une tendance bien nette: passer sous silence le projet de Constitution.

Je veux parler ici de la presse la plus réactionnaire, de la presse fasciste. Ce groupe de critiques a jugé que le mieux était simplement de passer sous silence le projet de Constitution, de présenter les choses comme si le projet n'existait pas et n'avait jamais existé. On peut dire que la tactique du silence n'est pas de la critique. Mais c'est faux. La méthode du silence comme moyen

particulier de méconnaître les faits, est aussi une forme de critique, sotte et ridicule, il est vrai, mais une forme de critique tout de même. (Rire général. Applaudissements.)

Mais la méthode du silence ne leur a pas réussi. Finalement ils ont été obligés d'ouvrir la soupape et d'informer le monde que, si triste que cela soit, le projet de Constitution de l'URSS existe pourtant; que non seulement il existe, mais commence à exercer une action pernicieuse sur les esprits.

D'ailleurs il ne pouvait en être autrement, car il existe tout de même dans le monde une opinion publique, des lecteurs, des hommes vivants, qui veulent savoir la vérité sur les faits, et il est absolument impossible de les maintenir longtemps dans l'étau de la tromperie. Avec la tromperie on n'ira pas loin... Le deuxième groupe de critiques reconnaît que le projet de Constitution existe réellement, mais estime qu'il n'est pas d'un grand intérêt, puisque, au fond, ce n'est pas un projet de Constitution, mais un chiffon de papier, une vaine promesse, visant à opérer une certaine manœuvre et à duper les gens. A cela ils ajoutent que l'URSS ne pouvait d'ailleurs pas donner un meilleur projet, puisque l'URSS elle-même n'est pas un État, mais une simple notion géographique (rire général); dès lors, sa Constitution ne saurait être une vraie constitution.

Le représentant typique de ce groupe de critiques est, si étrange que cela paraisse, l'officieux allemand, la Deutsche Diplomatisch Politische Korrespondenz. Cette revue déclare expressément que le projet de Constitution de l'URSS est une vaine promesse, une tromperie, un «village à la Potemkine». Elle déclare sans hésiter que l'URSS n'est pas un État; que l'URSS «n'est autre chose qu'une notion géographique exactement définie» (rire général); que la Constitution de l'URSS ne peut donc, pour cette raison, être considérée comme une vraie constitution.

Que peut-on dire de semblables critiques, s'il est permis de les appeler ainsi? Dans un de ses contes et nouvelles, le grand écrivain russe Chtchédrine dépeint le type du bureaucrate et tyranneau, très borné et obtus, mais suffisant et zélé à l'extrême. Après avoir établi «l'ordre et le calme» dans la région à lui «confiée», en exterminant des milliers d'habitants et en brûlant des dizaines de villes, ce bureaucrate jette un regard autour de lui et aperçoit à l'horizon l'Amérique, pays évidemment peu connu, où il existe, paraît-il, des libertés qui troublent le peuple, et où l'État est gouverné par d'autres méthodes. Le bureaucrate aperçoit l'Amérique et s'indigne: Qu'est-ce que ce pays? D'où sort-il?

De quel droit existe-t-il, voyons? (Rire général, applaudissements.) Évidemment, on l'a découvert par hasard quelques siècles plus tôt, mais est-ce qu'on ne peut pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler? (Rire général.) Et ceci dit, il décrète: «Recouvrir l'Amérique!» (Rire général.)

Il me semble que ces messieurs de Deutsche Diplomatisch Politische Korrespondenz ressemblent comme deux gouttes d'eau au bureaucrate de Chtchédrine. (Rire général, applaudissements.) Il y a longtemps que l'URSS blesse la vue de ces messieurs. Voilà dix-neuf ans que l'URSS se dresse comme un phare, infusant l'esprit de libération à la classe ouvrière du monde entier et provoquant la fureur des ennemis de la classe ouvrière. Et voilà que cette URSS, non contente simplement d'exister, grandit même, et non seulement grandit, mais prospère, et non seulement prospère, mais rédige même un projet de nouvelle Constitution, projet qui exalte les esprits, qui inspire de nouveaux espoirs aux classes opprimées. (Applaudissements.) Comment ces messieurs de l'organe officieux allemand ne s'indigneraient-ils pas après cela?

Qu'est-ce que c'est que ce pays? clament-ils; de quel droit existe-t-il, voyons?

(Rire général.) Et si on l'a découvert en octobre 1917, pourquoi ne pourrait-on pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler? Et ceci dit, ils décident: Recouvrir l'URSS; proclamer haut et clair que l'URSS n'existe pas en tant qu'État, que l'URSS n'est autre chose qu'une simple notion géographique! (Rire général.) Après avoir décrété de recouvrir l'Amérique, le bureaucrate de Chtchédrine, en dépit de toute son étroitesse d'esprit, avait cependant trouvé en lui des éléments de compréhension de la réalité, car il se dit aussitôt: «Mais je crois que ladite chose n'est pas en mon pouvoir». (Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafales.) J'ignore si ces messieurs de l'organe officieux allemand auront assez d'esprit pour se douter qu'ils peuvent bien, évidement, «recouvrir» sur le papier tel ou tel État, mais à parler sérieusement, «ladite chose n'est pas en leur pouvoir». (Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafales.) Quant à l'affirmation que la Constitution de l'URSS est soi-disant une vaine promesse, un «village à la Potemkine», etc., je tiens à invoquer une série de faits établis, qui parlent d'eux-mêmes. En 1917, les peuples de l'URSS ont renversé la bourgeoisie et instauré la dictature du prolétariat, instauré le pouvoir soviétique. C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a liquidé la classe des grands propriétaires fonciers et remis aux paysans plus de 150 millions d'hectares de terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers, à l'État et aux couvents; cela, en plus des terres qui se trouvaient auparavant déjà entre les mains des paysans.

C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a exproprié la classe des capitalistes; il lui a enlevé les banques, les usines, les chemins de fer et autres instruments et moyens de production, proclamés propriété socialiste, et il a placé à la tête de ces entreprises l'élite de la classe ouvrière. C'est un fait, et non une promesse. (Applaudissements prolongés.)

Ensuite, ayant organisé l'industrie et l'agriculture selon des principes nouveaux, socialistes, avec une nouvelle base technique, le pouvoir des Soviets est arrivé à ceci qu'aujourd'hui l'agriculture de l'URSS fournit une production une fois et demie supérieur à celle d'avant-guerre; l'industrie produit sept fois plus qu'avant-guerre et le revenu national a quadruplé par rapport à la période d'avant-guerre.

Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses.

Ensuite, le pouvoir soviétique a supprimé le chômage, réalisé le droit au travail, le droit au repos, le droit à l'instruction, assuré les meilleures conditions matérielles et culturelles aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels; assuré aux citoyens l'application du suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret. Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses. (Applaudissements prolongés.) Enfin l'URSS a donné le projet d'une nouvelle Constitution qui n'est pas une promesse, mais l'enregistrement et la consécration législative de ces faits connus de tous, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui a déjà été obtenu et conquis.

On se demande à quoi se réduit, après tout cela, le verbiage de ces messieurs de l'organe officieux allemand sur les «villages à la Potemkine», sinon à ceci qu'ils se proposent de cacher au peuple la vérité sur l'URSS, d'induire le peuple en erreur, de le tromper. Tels sont les faits. Or les faits, comme on dit, sont têtus. Ces messieurs de l'organe officieux allemand peuvent dire que c'est tant pis pour les faits. (Rire général.) Mais alors on peut leur répondre par ce proverbe russe que l'on connaît: «Pour les imbéciles, il n'y a pas de loi qui tienne». (Rires joyeux, applaudissements prolongés.)

Le troisième groupe de critiques est prêt à reconnaître certains mérites au projet de Constitution; il le considère comme un événement positif, mais, voyez-vous, il doute fort que certaines de ses dispositions puissent être mises en pratique, convaincu qu'il est que ces dispositions en général sont irréalisables et doivent rester sur le papier. Ce sont, pour parler délicatement, des sceptiques. Ces sceptiques-là existent dans tous les pays.

Il faut dire que ce n'est pas la première fois que nous les rencontrons. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir en 1917, les sceptiques disaient : Les bolcheviks ne sont peut-être pas de mauvaises gens, mais pour ce qui est du pouvoir, ils ne s'en tireront pas, ils se casseront le nez. Il s'est avéré que ce ne sont pas les bolcheviks, mais les sceptiques qui se sont cassé le nez. Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, ce groupe de sceptiques disait : Évidemment, le pouvoir des Soviets n'est pas une mauvaise chose, mais il y a des chances pour que Dénikine avec Koltchak, plus les étrangers, en viennent à bout.

Cependant les sceptiques, cette fois encore, se sont trompés dans leurs calculs. Lorsque le pouvoir soviétique a publié le premier plan quinquennal, les sceptiques ont réapparu sur la scène, disant : Le plan quinquennal est, certes, une bonne chose, mais il n'est guère réalisable ; il faut croire que les bolcheviks s'enferreront sur leur plan quinquennal. Les faits ont cependant montré que les sceptiques, cette fois encore, n'ont pas eu de chance : le plan quinquennal fut réalisé en quatre ans.

Il faut en dire autant du projet de la nouvelle Constitution et de la critique qu'en ont fait les sceptiques. Il a suffi de publier le projet pour que ce groupe de critiques réapparaisse sur la scène, avec leur morne scepticisme, leurs doutes sur la possibilité de réaliser certaines dispositions de la Constitution. Il n'y a aucune raison de douter que les sceptiques échoueront cette fois encore, qu'ils échoueront aujourd'hui comme ils ont échoué mainte fois dans le passé.

Le quatrième groupe de critiques, en attaquant le projet de la nouvelle Constitution, le caractérise comme une « évolution à droite », comme un « abandon de la dictature du prolétariat », comme la « liquidation du régime bolchevik ». « Les bolcheviks ont obliqué à droite, c'est un fait », déclarent-ils sur divers tons. Certains journaux polonais et, en partie, les journaux américains, se montrent particulièrement zélés à cet égard.

Que peut-on dire de ces critiques, s'il est permis de les appeler ainsi ? Si l'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système plus souple, et par conséquent plus puissant, de direction politique de la société, sont interprétés par eux, non comme un renforcement de la dictature de la classe ouvrière, mais comme son affaiblissement ou même comme son abandon, il est permis de demander : ces messieurs savent-ils en général ce que c'est que la dictature de la classe ouvrière ? Si la consécration législative de la victoire du socialisme, la consécration législative des succès de l'industrialisation, de la collectivisation et de la démocratisation, ils l'appellent « évolution à droite », il est permis de

demander: ces messieurs savent-ils en général ce qui distingue la gauche de la droite? (Rire général, applaudissements)

Il ne peut faire de doute que ces messieurs se sont définitivement embrouillés dans leur critique du projet de Constitution, et s'étant embrouillés, ils ont confondu la droite avec la gauche. On ne peut s'empêcher de songer à Pélagie, cette «gamine» servante des Âmes mortes de Gogol.

L'auteur raconte qu'an jour elle s'était chargée de montrer le chemin à Sélifane, cocher de Tchitchikov, mais n'ayant pas su distinguer le côté droit du côté gauche de la route, elle s'était embrouillée et mise en fâcheuse posture. Il faut avouer que les critiques des journaux polonais, malgré toute leur présomption, ne dépassent pas de beaucoup le niveau de compréhension de Pélagie, la «gamine» servante des Âmes mortes. (Applaudissements.)

Si vous vous rappelez bien, le cocher Sélifane trouva bon de tancer Pélagie pour avoir confondu le côté droit et le côté gauche, en lui disant: «Hé, va donc, pieds sales... tu ne sais même pas distinguer ta droite de ta gauche.» Il me semble qu'on ferait bien de tancer de même nos critiques à la manque, en leur disant: «Hé, allez donc, critiques de malheur... vous ne savez même pas distinguer votre droite de votre gauche.» (Applaudissements prolongés.)

Enfin, encore un groupe de critiques. Si le groupe précédent accuse le projet de Constitution de renoncer à la dictature de la classe ouvrière, ce groupe-ci l'accuse, au contraire, de ne rien changer à l'état de choses existant en URSS, de laisser intacte la dictature de la classe ouvrière, de ne pas admettre la liberté des partis politiques et de maintenir la position dirigeante du Parti communiste en URSS Au surplus, ce groupe de critiques estime que l'absence de libertés pour les partis en URSS est une violation des principes du démocratisme.

Je dois avouer qu'en effet le projet de la nouvelle Constitution maintient le régime de la dictature de la classe ouvrière, de même qu'il conserve sans changement la position dirigeante du Parti communiste de l'URSS (Vifs applaudissements.) Si les honorables critiques considèrent ceci comme un défaut du projet de Constitution, on ne peut que le regretter. Nous, bolcheviks, considérons cela comme un mérite du projet de Constitution. (Vifs applaudissements.) En ce qui concerne la liberté pour les différents partis politiques, nous sommes ici d'un avis quelque peu différent. Un parti est une portion d'une classe, sa portion d'avant-garde. Plusieurs partis et, par conséquent, la liberté des partis, ne peuvent exister que dans une société où existent des classes antagonistes, dont les intérêts sont hostiles, inconciliables; où il y a,

par exemple, capitalistes et ouvriers, grands propriétaires fonciers et paysans, koulaks et paysans pauvres, etc.

Mais en URSS, il n'y a plus de classes telles que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, etc. Il n'existe en URSS que deux classes, les ouvriers et les paysans, dont les intérêts, loin d'être hostiles, sont au contraire basés sur l'amitié. Par conséquent, il n'y a pas en URSS de terrain pour plusieurs partis, ni par conséquent pour la liberté de ces partis.

En URSS il n'existe de terrain que pour un seul parti, le Parti communiste. En URSS il ne peut y avoir qu'un seul parti, le Parti communiste, qui défend hardiment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans. Et qu'il ne défende pas mal les intérêts de ces classes, on ne saurait guère en douter. (Vifs applaudissements.) On parle de démocratie. Mais qu'est-ce que la démocratie?

La démocratie dans les pays capitalistes, où il y a des classes antagonistes, c'est en dernière analyse la démocratie pour les forts, une démocratie pour la minorité possédante. La démocratie en URSS est, au contraire, une démocratie pour les travailleurs, c'est-à-dire la démocratie pour tous. Il s'ensuit donc que les principes du démocratisme sont violés, non par le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS, mais par les constitutions bourgeoises. Voilà pourquoi je pense que la

Constitution de l'URSS est la seule au monde qui soit démocratique jusqu'au bout. Voilà ce qu'il en est de la critique bourgeoise du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS

5) Amendements et additions au projet de constitution.

Passons aux amendements et additions que les citoyens ont proposés au cours de la discussion du projet par l'ensemble du peuple. On sait que la discussion populaire du projet de Constitution a donné un nombre assez considérable d'amendements et d'additions qui, tous, ont été publiés dans la presse soviétique.

Étant donné la grande diversité des amendements et leur valeur inégale, il serait bon à mon avis de les diviser en trois catégories. Le trait distinctif des amendements de la première catégorie, c'est qu'ils ne traitent pas des problèmes de la Constitution, mais de l'activité législative courante des futurs organismes législatifs. Certaines questions d'assurances, certaines questions touchant l'édification des kolkhoz, l'édification industrielle, les finances, tel

est le sujet de ces amendements. Les auteurs de ces amendements n'ont visiblement pas compris la différence entre les problèmes constitutionnels et les problèmes de législation courante.

C'est pour cela précisément qu'ils s'efforcent de faire rentrer dans la Constitution le plus de lois possible, ce qui conduirait à faire de la constitution quelque chose comme un code des lois. Or la Constitution n'est pas un code. Elle est la loi fondamentale, et rien que la loi fondamentale. La Constitution n'exclut pas mais suppose l'activité législative courante des futurs organismes législatifs.

La Constitution donne une base juridique à la future activité législative de ces organismes. Aussi les amendements et additions de ce genre doivent-ils être, selon moi, renvoyés aux futurs organismes législatifs du pays, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution.

Dans la deuxième catégorie doivent être rangés les amendements et additions qui visent à introduire dans la Constitution des données historiques ou des déclarations sur ce que le pouvoir soviétique n'a pas encore conquis, et qu'il doit conquérir. Marquer dans la Constitution les difficultés que le Parti, la classe ouvrière et tous les travailleurs ont surmonté durant de longues années dans la lutte pour la victoire du socialisme ; indiquer dans la Constitution le but final du mouvement soviétique, c'est-à-dire l'édification de la société communiste intégrale : tel est le sujet de ces amendements, qui se répètent en de nombreuses variantes.

Je pense que ces amendements et additions doivent eux aussi être mis de côté, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution. Celle-ci est l'enregistrement et la consécration législative des conquêtes déjà obtenues et assurées. Si nous ne voulons pas altérer ce caractère fondamental de la Constitution, nous ne devons pas la remplir de données historiques sur le passé ou de déclarations sur les conquêtes futures des travailleurs de l'URSS Nous avons pour cela d'autres voies et d'autres documents.

Enfin, dans la troisième catégorie il convient de ranger les amendements et additions ayant un rapport direct avec le projet de Constitution. Une partie considérable des amendements de cette catégorie ont un caractère rédactionnel. On pourrait donc les renvoyer à la Commission de rédaction qui, je pense, sera constituée à ce congrès et à laquelle on confiera la rédaction définitive du texte de la nouvelle Constitution.

Quant aux autres amendements de la troisième catégorie, ils ont une importance substantielle, et il faut, à mon avis, en dire ici quelques mots.

1. Tout d'abord en ce qui concerne les amendements à l'article 1 du projet de Constitution. Il y a quatre amendements. Les uns proposent au lieu des mots « État des ouvriers et des paysans », de dire : « État des travailleurs ». D'autres proposent d'ajouter aux mots « État des ouvriers et des paysans » les mots : « et des travailleurs intellectuels ». D'autres encore proposent au lieu des mots « État des ouvriers et des paysans », de dire : « État de toutes les races et nationalités peuplant le territoire de l'URSS ». D'autres enfin proposent de remplacer les mots « des paysans » par les mots « des kolkhoziens » ou par les mots : « des travailleurs de l'agriculture socialiste ». Faut-il accepter ces amendements ?

   Je pense que non. De quoi parle l'article 1 du projet de Constitution ?

De la composition de classe de la société soviétique. Nous, marxistes, pouvons-nous dans la Constitution ne rien dire de la composition de classe de notre société ? Évidemment non. La société soviétique se compose, comme on sait, de deux classes : les ouvriers et les paysans. C'est de cela précisément que traite l'article 1 du projet de Constitution. Par conséquent, l'article 1 reflète bien la composition de classe de notre société. On peut demander : Et les travailleurs intellectuels ?

Les intellectuels n'ont jamais été et ne peuvent être une classe, ils ont été et demeurent une couche sociale recrutant ses membres parmi toutes les classes de la société. Dans l'ancien temps, les intellectuels se recrutaient parmi les nobles, la bourgeoisie, en partie parmi les paysans et, seulement dans une proportion très insignifiante, parmi les ouvriers. À notre époque, à l'époque soviétique, les intellectuels se recrutent surtout parmi les ouvriers et les paysans. Mais quelle que soit la façon dont ils se recrutent, quel que soit le caractère qu'ils revêtent, les intellectuels sont néanmoins une couche sociale, et non une classe. Cet état de choses ne porte-t-il pas atteinte aux droits des travailleurs intellectuels ? Pas du tout !

L'article 1 du projet de Constitution parle, non des droits des diverses couches de la société soviétique, mais de la composition de classe de cette société. Quant aux droits des diverses couches de la société soviétique, y compris ceux des travailleurs intellectuels, il en est parlé principalement aux chapitres X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels sont complètement égaux en droits, dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et

culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des travailleurs intellectuels.

Il faut en dire autant des nations et des races faisant partie de l'URSS Au chapitre II du projet de Constitution il est dit déjà que l'URSS est une union librement consentie de nations égales en droits. Faut-il répéter cette formule à l'article I du projet de Constitution, qui traite non de la composition nationale de la société soviétique, mais de sa composition de classe?

Il est clair que non. Quant aux droits des nations et des races faisant partie de l'URSS, il en est parlé aux chapitres II, X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les nations et les races de l'URSS jouissent des mêmes droits dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des nationalités. On aurait également tort de remplacer le mot «paysan» par le mot «kolkhozien» ou par les mots «travailleurs de l'agriculture socialiste». D'abord, il existe encore parmi les paysans, outre les kolkhoziens, plus d'un million de foyers de non-kolkhoziens. Comment faire? Les auteurs de cet amendement pensent-ils ne pas en tenir compte? Ce ne serait pas raisonnable. En second lieu, si la majorité des paysans ont passé à l'économie kolkhozienne, cela ne veut pas encore dire qu'ils aient cessé d'être des paysans, qu'ils n'aient plus d'économie personnelle, de foyer personnel, etc. Troisièmement, il faudrait substituer également au mot «ouvrier» les mots «travailleurs de l'industrie socialiste», ce que pourtant les auteurs de l'amendement ne proposent pas. Enfin, est-ce que la classe des ouvriers et la classe des paysans ont déjà disparu chez nous?

Et si elles n'ont pas disparu, faut-il rayer du vocabulaire les dénominations établies pour elles?

Les auteurs de l'amendement ont sans doute en vue, non pas la société actuelle, mais la société future, lorsqu'il n'y aura plus de classes et que les ouvriers et les paysans seront devenus les travailleurs d'une société communiste unique. C'est dire qu'ils anticipent manifestement. Or, en rédigeant la Constitution, il faut prendre comme point de départ, non le futur, mais le présent, ce qui existe déjà. La Constitution ne peut ni ne doit anticiper.

2. Vient ensuite l'amendement à l'article 17 du projet de Constitution. Cet amendement propose de retrancher complètement l'article 17 selon lequel les Républiques fédérées conservent le droit de se retirer librement de l'URSS Je pense que cette proposition n'est pas juste et que le congrès ne doit pas l'adopter. L'URSS est une union librement consentie de Répu-

bliques fédérées égales en droits. Retrancher de la Constitution l'article relatif au droit de se retirer librement de l'URSS, c'est violer le principe de libre adhésion à cette union.

Pouvons-nous prendre ce parti?

Je pense que nous ne pouvons ni ne devons le faire. On dit qu'en URSS il n'est pas une seule République qui veuille se retirer de l'URSS; que, pour cette raison, l'article 17 n'a pas de portée pratique. Qu'il n'y ait pas chez nous une seule République désireuse de se retirer de l'URSS, c'est exact évidemment. Mais il ne s'ensuit nullement que nous ne devions pas fixer dans la Constitution le droit des Républiques fédérées à se retirer librement de l'URSS Il n'existe pas en URSS de République fédérée qui veuille prévaloir sur une autre. Mais il ne s'ensuit nullement que l'on doive retrancher de la Constitution l'article relatif à l'égalité en droits des Républiques fédérées.

3. Ensuite, on propose de compléter le chapitre II du projet de Constitution par un nouvel article qui dit en substance que les Républiques socialistes soviétiques autonomes, après avoir atteint le niveau de développement économique et culturel voulu, peuvent être transformées en Républiques socialistes soviétiques fédérées. Peut-on accepter cette proposition? Je pense que non. Elle est erronée non seulement en sa substance mais aussi en ses motifs.

On ne peut motiver le passage des Républiques autonomes au rang de Républiques fédérées par leur maturité économique et culturelle, de même qu'on ne peut motiver le maintien de telle ou telle autre République sur la liste des Républiques autonomes, par son retard économique ou culturel. Ce ne serait pas là une manière de voir marxiste, léniniste. La République de Tatarie, par exemple, reste autonome, tandis que la République de Kazakhie devient fédérée; mais cela ne signifie pas encore que la République de Kazakhie, du point de vue du développement culturel et économique, soit supérieure à la République de Tatarie.

C'est le contraire qui est vrai. Il faut en dire autant, par exemple, de la République autonome des Allemands de la Volga et de la République fédérée de Kirghizie, dont la première, au point de vue culturel et économique, est supérieure à la seconde, bien que demeurant République autonome. Quels sont les indices motivant le passage des Républiques autonomes dans la catégorie des Républiques fédérées?

Ces indices sont au nombre de trois.

Premièrement, il faut que la République soit périphérique, qu'elle ne soit pas entourée de tous côtés par le territoire de l'URSS. Pourquoi?

Parce que si la République fédérée conserve le droit de se retirer de l'URSS, il faut que cette République, devenue fédérée, ait la possibilité de poser, logiquement et pratiquement, la question de sa sortie de l'URSS. Or, cette question ne peut être posée que par la République qui, par exemple, est limitrophe d'un État étranger quelconque et, par conséquent, n'est pas entourée de tous côtés par le territoire de l'URSS Certes, nous n'avons pas de Républiques qui posent pratiquement la question de leur sortie de l'URSS

Mais du moment qu'une République fédérée conserve le droit de se retirer de l'URSS il faut faire en sorte que ce droit ne devienne pas un chiffon de papier dénué de sens. Prenons, par exemple, la République de Bachkirie ou de Tatarie. Admettons que ces Républiques autonomes aient été portées dans la catégorie des Républiques fédérées. Pourraient-elles poser la question, logiquement et pratiquement, de leur sortie de l'URSS? Non, elles ne le pourraient pas. Pourquoi?

Parce qu'elles sont entourées de tous côtés par des républiques et régions soviétiques, et elles n'ont pas à proprement parler par où sortir de l'URSS (Rire général, applaudissements.) Aussi bien, l'on aurait tort de porter ces Républiques dans la catégorie des Républiques fédérées. Deuxièmement, il faut que la nationalité qui a donné son nom à la République soviétique y représente une majorité plus ou moins compacte. Prenons, par exemple, la République autonome de Crimée.

C'est une république périphérique, mais les Tatars de Crimée ne forment pas la majorité dans cette République; au contraire, ils y représentent la minorité. Par conséquent, il serait faux et illogique de faire passer la République de Crimée dans la catégorie des Républiques fédérées. Troisièmement, il faut que la république ne soit pas trop petite au point de vue de la population, que celle-ci, disons, ne soit pas inférieure, mais supérieure à un million au moins.

Pourquoi?

Parce que ce serait une erreur de supposer qu'une petite république soviétique ayant une population minime et une armée insignifiante, pût exister comme État indépendant. On ne peut guère douter que les rapaces impérialistes auraient tôt fait de mettre la main dessus. Je pense qu'à défaut de ces

trois indices objectifs, on aurait tort de poser en ce moment historique la question du transfert de telle ou telle république autonome dans la catégorie de Républiques fédérées.

4. On propose ensuite de supprimer dans les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 l'énumération détaillée de la division administrative et territoriale des Républiques fédérées, en territoires et régions. Je pense que cette proposition est également inacceptable. Il est des gens en URSS qui sont prêts, très volontiers et sans se lasser, à tailler et retailler territoires et régions, en jetant ainsi la confusion et l'incertitude dans le travail. Le projet de Constitution met un frein à ces gens-là. Et cela est fort bien, parce qu'ici comme en beaucoup d'autres choses, il nous faut une atmosphère de certitude, de la stabilité, de la clarté.

5. Le cinquième amendement concerne l'article 33. On estime qu'il n'est pas rationnel de créer deux Chambres et l'on propose de supprimer le Soviet des nationalités. Je pense que cet amendement n'est pas juste non plus. Le système à Chambre unique serait meilleur que le système à deux Chambres, si l'URSS était un État national homogène. Mais ce n'est pas le cas. L'URSS est, on le sait bien, un État multinational. Nous possédons un organisme suprême, où sont représentés les intérêts communs à tous les travailleurs de l'URSS, indépendamment de leur nationalité. C'est le Soviet de l'Union. Mais outre les intérêts communs, les nationalités de l'URSS ont encore leurs intérêts particuliers, spécifiques, liés à leurs particularités nationales. Peut-on négliger ces intérêts spécifiques? Évidemment non.

Est-il besoin d'avoir un organisme suprême spécial, reflétant ces intérêts spécifiques? Incontestablement. Il ne peut faire de doute que sans cet organisme il serait impossible de gouverner un État multinational comme l'URSS Cet organisme est la seconde Chambra, le Soviet des nationalités de l'URSS On invoque l'histoire parlementaire des États d'Europe et d'Amérique; on rappelle que le système à deux Chambres dans ces pays n'a eu que des résultats négatifs, que la seconde Chambre dégénère habituellement en un centre de réaction, qui freine la marche en avant. Tout cela est exact. Mais cela vient de ce que, dans ces pays, il n'y a pas d'égalité entre les Chambres. On sait que souvent l'on accorde à la seconde Chambre plus de droits qu'à la première; ensuite, la seconde Chambre ne se constitue pas en règle générale par voie démocratique: souvent ses membres sont nommés par en haut. Il est certain que ces résultats négatifs n'existeront pas, si l'on établit l'égalité entre les deux Chambres et si l'on organise la seconde de façon aussi démocratique que la première.

6. On propose ensuite une addition au projet de Constitution, demandant que soit égalisé l'effectif des deux Chambres. Je pense qu'on pourrait accepter cette proposition. Elle offre à mon avis des avantages politiques évidents, puisqu'elle souligne l'égalité des deux Chambres.

7. Vient ensuite une addition au projet de Constitution, proposant d'élire les députés au Soviet des nationalités de la même manière que ceux du Soviet de l'Union par voie d'élections directes. Je pense que cette proposition, on pourrait également l'accepter. Il est vrai qu'elle peut présenter certains inconvénients d'ordre technique lors des élections. Mais en revanche elle offre un important avantage politique, parce qu'elle augmentera l'autorité du Soviet des nationalités.

8. Vient ensuite une addition à l'article 40, qui propose de réserver au Présidium du Soviet suprême le droit d'édicter des actes législatifs provisoires. Je pense que cette addition n'est pas juste, et que le congrès ne doit pas l'adopter. Il faut enfin mettre un terme à cette situation où ce n'est pas un organisme unique qui légifère, mais toute une série d'organismes. Cette situation est contraire au principe de la stabilité des lois. Or, la stabilité des lois nous est nécessaire aujourd'hui plus que jamais. Le pouvoir législatif en URSS doit être exercé par un seul organisme, le Soviet suprême de l'URSS

9. On propose ensuite une addition à l'article 48 du projet de Constitution, demandant que le président du Soviet suprême de l'URSS soit élu, non par le Soviet suprême de l'URSS mais par toute la population du pays. Je pense que cette addition n'est pas juste, car elle n'est pas conforme à l'esprit de notre Constitution. Suivant le système de notre Constitution, il ne doit pas y avoir en URSS de président unique, élu comme tel par la population entière, au même titre que le Soviet suprême, et pouvant s'opposer à ce dernier. En URSS la présidence est collective, elle est assurée par le Présidium du Soviet suprême, y compris le président du Présidium du Soviet suprême, élu non pas par toute la population, mais par le Soviet suprême, et tenu de rendre compte de son activité devant ce dernier. L'histoire montre que cette structure des organismes suprêmes est la plus démocratique, et qu'elle garantit le pays contre des éventualités indésirables.

10. Vient ensuite un amendement au même article 48 proposant de porter vice-présidents au Présidium du Soviet le nombre des suprêmes à 11, à raison d'un vice-président par République fédérée. Je pense que l'on pourrait accepter cet amendement, qui améliore les choses et ne peut que renforcer l'autorité du Présidium du Soviet suprême de l'URSS

11. Vient ensuite un amendement à l'article 77. Il demande que soit organisé un nouveau commissariat de l'URSS, le commissariat du peuple de l'Industrie de la Défense. Je pense qu'il serait bon d'accepter aussi cet amendement (applaudissements), car le moment est venu de faire une place spéciale à notre industrie de la Défense et de la doter d'un commissariat. Il me semble que ceci ne pourrait qu'améliorer la défense de notre pays.

12. Vient ensuite un amendement à l'article 124 du projet de Constitution, demandant que soit interdit l'exercice des cultes religieux. Je pense qu'il faut rejeter cet amendement, comme n'étant pas conforme à l'esprit de notre Constitution.

13. Enfin, encore un amendement plus ou moins essentiel. Je parle de l'amendement à l'article 135 du projet de Constitution. Il propose de priver des droits électoraux les desservants du culte, les anciens gardes blancs, tous les ci-devant et les personnes qui ne font pas un travail d'utilité publique, ou tout au moins de limiter les droits électoraux des individus de cette catégorie en ne leur accordant que le droit d'élire sans pouvoir être élu. Je pense que cet amendement doit également être rejeté.

Le pouvoir soviétique a privé de leurs droits électoraux les éléments non travailleurs et exploiteurs, non à perpétuité mais provisoirement, pendant une certaine période. Il fut un temps où ces éléments faisaient ouvertement la guerre au peuple et s'opposaient aux lois soviétiques. La loi soviétique qui les privait du droit électoral fut la réponse du pouvoir des Soviets à cette opposition. Depuis lors il s'est passé pas mal de temps. Durant la période écoulée, nous avons obtenu ce résultat que les classes exploiteuses ont été supprimées et le pouvoir soviétique est devenu une force invincible.

Le moment n'est-il pas venu de raviser cette loi ?

Je pense que oui. On dit qu'il y a là un danger, parce que dans les organismes suprêmes du pays peuvent se glisser des éléments hostiles au pouvoir soviétique, anciens gardes blancs, koulaks, popes, etc. Mais que peut-on craindre ici ? Qui craint le loup n'aille pas au bois. (Joyeuse animation dans la salle, vifs applaudissements.)

D'abord, les anciens koulaks, gardes blancs ou popes ne sont pas tous hostiles au pouvoir soviétique. Ensuite, si le peuple élit, çà et là, des hommes hostiles, cela voudra dire que notre travail d'agitation ne vaut rien, et que nous avons parfaitement mérité cette honte ; si au contraire notre travail d'agitation est fait à la manière bolchevique, le peuple ne laissera pas pénétrer les éléments

hostiles dans ses organismes suprêmes. Par conséquent, il faut travailler et ne pas pleurnicher. (Vifs applaudissements.)

Il faut travailler et ne pas attendre que les choses vous soient servies toutes prêtes, par la voie de dispositions administratives.

Déjà en 1919 Lénine disait que le temps était proche où le pouvoir des Soviets jugerait utile d'introduire le suffrage universel sans aucune restriction. Notez-le bien: sans aucune restriction. Il le disait alors que l'intervention militaire étrangère n'était pas encore liquidée, et que notre industrie et notre agriculture étaient dans une situation désespérée. Dix-sept ans ont passé depuis. N'est-il pas temps, camarades, de nous conformer à cette indication de Lénine? Je crois qu'il est temps.

Voici ce que Lénine disait en 1919 dans son ouvrage «Projet de programme du Parti communiste (bolchevik) russe». Permettez-moi de vous en donner lecture:

> «Le Parti communiste russe doit expliquer aux masses des travailleurs, afin d'éviter une généralisation erronée des besoins historiques transitoires, que la privation de droits d'une partie des citoyens n'affecte pas, dans la République soviétique, comme cela a été le cas dans la majorité des républiques démocratiques bourgeoises, une catégorie définie de citoyens privés de leurs droits à vie, mais ne s'applique qu'aux exploiteurs, à ceux qui, en violation des lois fondamentales de la République socialiste soviétique, persistent à défendre leur position d'exploiteurs, à préserver les rapports capitalistes. Par conséquent, dans la République soviétique, d'une part, chaque jour de renforcement du socialisme et de diminution du nombre de ceux qui ont la possibilité objective de rester des exploiteurs ou de préserver les rapports capitalistes, réduit automatiquement le pourcentage de personnes privées de leurs droits. En Russie, à l'heure actuelle, ce pourcentage ne dépasse guère les deux ou trois pour cent. D'autre part, dans un avenir proche, la cessation de l'invasion étrangère et l'achèvement de l'expropriation des expropriateurs peuvent, sous certaines conditions, créer une situation dans laquelle le pouvoir d'État prolétarien choisira d'autres méthodes pour supprimer la résistance des exploiteurs et introduira le suffrage universel sans aucune restriction».[5]

5. Lénine, *Œuvres complètes*, édition russe, vol. XXIV, p. 94.

C'est clair, je pense Voilà ce qu'il en est des amendements et additions au projet de la Constitution de l'URSS

6) Importance de la nouvelle constitution de l'URSS

À en juger par les résultats de la discussion populaire, qui a duré à peu près 5 mois, il est permis de supposer que le projet de Constitution sera approuvé par ce congrès. (Vifs applaudissements qui tournent en ovation. La salle se lève.) D'ici quelques jours, l'Union soviétique aura une Constitution nouvelle, socialiste, basée sur les principes d'un large démocratisme socialiste. Ce sera un document historique, traitant avec simplicité et concision, presque dans un style de procès-verbal, des victoires du socialisme en URSS, de l'affranchissement des travailleurs de l'URSS de l'esclavage capitaliste, des victoires remportées en URSS par une démocratie conséquente et développée jusqu'au bout. Ce sera un document attestant que ce dont rêvaient et continuent de rêver des millions d'hommes honnêtes dans les pays capitalistes, est déjà réalisé en URSS (Vifs applaudissements.)

Ce sera un document attestant que ce qui a été réalisé en URSS peut très bien l'être aussi dans les autres pays. (Vifs applaudissements)

II s'ensuit donc que la portée internationale de la nouvelle Constitution de l'URSS ne saurait guère être surestimée. Maintenant que le fascisme vomit ses flots troubles sur le mouvement socialiste de la classe ouvrière et traîne dans la boue les aspirations démocratiques des meilleurs hommes du monde civilisé, la nouvelle Constitution de l'URSS sera un réquisitoire contre le fascisme, réquisitoire témoignant que le socialisme et la démocratie sont invincibles. (Applaudissements.)

La nouvelle Constitution de l'URSS sera une aide morale et un soutien efficace pour tous ceux qui mènent actuellement la lutte contre la barbarie fasciste. (Vifs applaudissements.) Pour les peuples de l'URSS, l'importance de la nouvelle Constitution est encore plus grande. Alors que pour les peuples des pays capitalistes, la Constitution de l'URSS sera un programme d'action, pour les peuples de l'URSS elle est comme le bilan de leur lutte, le bilan de leurs victoires sur le front de la libération de l'humanité. Quand on a parcouru ce chemin de lutte et de privations, quelle satisfaction et quelle joie d'avoir sa Constitution, qui parle du fruit de nos victoires.

Quelle satisfaction et quelle joie de savoir pour quoi ont combattu nos hommes, et comment ils ont remporté leur victoire historique et mondiale.

Quelle satisfaction et quelle joie de savoir que le sang répandu abondamment par nos hommes ne l'a pas été en vain, qu'il a donné ses résultats. (Applaudissements prolongés.)

C'est ce qui arme moralement notre classe ouvrière, notre paysannerie, nos intellectuels travailleurs. C'est ce qui pousse en avant et stimule notre sentiment d'orgueil légitime.

C'est ce qui affermit la foi que nous avons en nos forces et nous mobilise pour une lutte nouvelle, pour remporter de nouvelles victoires dans la voie du communisme.

(Ovation enthousiaste, toute la salle se lève. Des « hourras » éclatent en tonnerre. Acclamations unanimes : « Vive le camarade Staline ! » Le congrès, debout, entonne l'Internationale. Puis, nouvelle ovation. On crie : « Hourra ! », « Vive notre chef, le camarade Staline ! »)

IV. CONSTITUTION SOVIÉTIQUE DE 1936.

Sensée remplacer la constitution de 1924, elle ne fut en réalité jamais appliquée. Formellement remplacée en 1977. Sont coupés ici les extraits les moins pertinents pour comprendre le fonctionnement envisagé de la démocratie en URSS.

1) Organisation de la société soviétique.

Article premier: L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un État socialiste des ouvriers et des paysans.

Article 2: La base politique de l'URSS est constituée par les soviets de députés des travailleurs, qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat..

Article 3: Tout le pouvoir en URSS appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne en la personne des soviets de députés des travailleurs.

Article 4: La base économique de l'URSS est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Article 5: La propriété socialiste en URSS revêt soit la forme de propriété d'État (bien du peuple tout entier), soit la forme de propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoze, propriété des unions coopératives).

Article 6: La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les Postes Télégraphes et Téléphones, les grandes entreprises agricoles organisées par l'État (sovkhozes, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'État, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

Article 7: Les entreprises communes dans les kolkhozes et dans les organisations coopératives avec leur cheptel vif et mort, la production fournie par les kolkhozes et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments communs constituent la propriété socialiste commune des kolkhozes et des organisations coopératives.

Chaque foyer kolkhozien, outre le revenu fondamental de l'économie kolkhozienne commune, a, conformément au statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain, attenant à la maison et, sur ce terrain il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole.

Article 8: La terre occupée par les kolkhozes leur est donnée en jouissance gratuite pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité.

Article 9: À côté du système socialiste d'économie, qui est la forme dominante de l'économie en URSS la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Article 10: Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

Article 11: La vie économique de l'URSS est déterminée et dirigée par le plan d'État de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'URSS et de renforcer sa capacité de défense.

Article 12: Le travail, en URSS, est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe: « Qui ne travaille pas ne mange pas ». En URSS se réalise le principe du socialisme: « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

2) Organisation de l'État soviétique.

Article 13: L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un État fédéral constitué sur la base de l'union librement consentie de Républiques socialistes soviétiques égales en droit. [...]

Article 14: Sont du ressort de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en la personne des organes supérieurs du pouvoir et des organes d'administration d'État: Sont du ressort de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en la personne des organes supérieurs du pouvoir et des organes d'administration d'État: a) la représentation de l'URSS dans les relations internationales, la conclusion et la ratification des traités avec les autres États; b) les questions de la guerre et de la paix; c) l'admission dans l'URSS de nouvelles Républiques; d) le contrôle de l'exécution de la Constitution de l'URSS et les mesures assurant la conformité des constitutions des Républiques fédérées avec la constitution de l'URSS; e) l'approbation des modifications de frontières entre les Républiques fédérées; f) l'approbation de la formation de nouveaux territoires et régions, ainsi que de nouvelles Républiques autonomes au sein des Républiques fédérées; g) l'organisation de la défense de l'URSS et la direction de toutes les forces armées de l'URSS; h) le commerce extérieur sur la base du monopole d'État; i) la sauvegarde de la sécurité de l'État; j) l'établissement des plans de l'économie nationale de l'URSS; k) l'approbation du budget unique de l'URSS, ainsi que des impôts et recettes affectés aux budgets de l'URSS, aux budgets des Républiques et aux budgets locaux; l) la direction des banques, des établissements et des entreprises industrielles et agricoles, ainsi que des entreprises commerciales, intéressant toute l'URSS; m) la direction des transports et l'administration des Postes Télégraphes et Téléphones; n) la direction du système monétaire et de crédit; o) l'organisation des assurances d'État; p) la conclusion et le consentement d'emprunts; q) l'établissement des principes fondamentaux de la jouissance de la terre, ainsi que de la jouissance du sous-sol, des forêts et des eaux; r) l'établissement des principes fondamentaux dans le domaine de l'instruction publique et de la protection de la santé publique; s) l'organisation d'un système unique de la statistique de l'économie nationale; t) l'établissement des principes de la législation du travail; u) la législation sur l'organisation et la procédure judiciaire: codes pénal et civil; v) les lois sur la citoyenneté de l'URSS; les lois sur les droits des étrangers; w) la promulgation des actes fédéraux d'amnistie.

Article 15: La souveraineté des Républiques fédérées n'a d'autres limites que celles indiquées à l'article 14 de la Constitution de l'URSS. En dehors de ces limites, chaque République fédérée exerce le pouvoir d'État d'une manière indépendante. L'URSS protège les droits souverains des Républiques fédérées.

Article 16: Chaque République fédérée a sa Constitution, qui tient compte des particularités de la République et est établie en pleine conformité avec la Constitution de l'URSS.

Article 17: Chaque République fédérée conserve le droit de sortir librement de l'URSS.

Article 18: Le territoire des Républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement.

Article 19: Les lois de l'URSS ont force égale sur le territoire de toutes les Républiques fédérées.

Article 20: En cas de divergence entre la loi d'une République fédérée et la loi fédérale, c'est la loi fédérale qui prime.

Article 21: Une citoyenneté fédérale unique est établie pour les citoyens de l'URSS. Tout citoyen d'une République fédérée est citoyen de l'URSS.

[...]

3) Organes supérieurs du pouvoir d'État de l'URSS.

Article 30: L'organe supérieur du pouvoir d'État de l'URSS est le Soviet suprême («Verkhovny Soviet») de l'URSS.

Article 31: Le Soviet suprême de l'URSS exerce tous les droits attribués à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, conformément à l'article 14 de la Constitution, et qui, en vertu de la Constitution, ne sont pas de la compétence des organes du pouvoir de l'URSS dépendant du Soviet suprême de l'URSS: du présidium du Soviet suprême de l'URSS, du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et des commissariats du peuple de l'URSS.

Article 32: Le pouvoir législatif de l'URSS est exercé exclusivement par le Soviet suprême de l'URSS.

Article 33: Le Soviet suprême de l'URSS se compose de deux chambres: le Soviet de l'Union («Soviet Soyousa») et le Soviet des nationalités («Soviet Natsionalnostéï»).

Article 34: Le Soviet de l'Union est élu par les citoyens de l'URSS par circonscriptions électorales, à raison d'un député par 300 mille habitants.

Article 35: Le Soviet des nationalités est élu par les citoyens de l'URSS par Républiques fédérées et autonomes, par régions autonomes et districts nationaux, à raison de 25 députés pour chaque République fédérée, de 11

députés pour chaque République autonome, de cinq députés pour chaque région autonome et d'un député pour chaque district national. [32 au lieu de 25, loi du 3 août 1966.]

Article 36: Le Soviet suprême de l'URSS est élu pour une durée de quatre ans.

Article 37: Les deux chambres du Soviet suprême de l'URSS, le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités, sont égales en droits.

Article 38: L'initiative législative appartient dans une égale mesure au Soviet de l'Union et au Soviet des nationalités.

Article 39: Une loi est considérée comme telle si elle est adoptée à la majorité simple par chacune des deux chambres du Soviet suprême de l'URSS.

Article 40: Les lois adoptées par le Soviet suprême de l'URSS, sont promulguées dans les langues des Républiques fédérées, sous la signature du président et celle du secrétaire du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

Article 41: Les sessions du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités s'ouvrent et prennent fin en même temps.

Article 42: Le Soviet de l'Union élit le président du Soviet de l'Union et deux vice-présidents.

Article 43: Le Soviet des nationalités élit le président du Soviet des nationalités et deux vice-présidents.

Article 44: Les présidents du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités dirigent les séances des chambres respectives et font appliquer leur règlement intérieur.

Article 45: Les séances communes des deux chambres du Soviet suprême de l'URSS, sont présidées à tour de rôle par le président du Soviet de l'Union et le président du Soviet des nationalités.

Article 46: Les sessions du Soviet suprême de l'URSS, sont convoquées par le présidium du Soviet suprême de l'URSS deux fois par an. Les sessions extraordinaires sont convoquées par le présidium du Soviet suprême de l'URSS sur sa propre initiative ou sur la demande d'une des Républiques fédérées.

Article 47: En cas de désaccord entre le Soviet de l'Union et le Soviet des

nationalités, la question est renvoyée devant une commission de conciliation formée sur une base paritaire. Si la commission de conciliation n'aboutit pas à une solution commune, ou que sa décision ne satisfasse pas l'une des chambres, la question est examinée une deuxième fois dans les deux chambres. En l'absence d'une décision commune des deux chambres, le présidium du Soviet suprême de l'URSS dissout le Soviet suprême de l'URSS et fixe de nouvelles élections.

Article 48: Le Soviet suprême de l'URSS élit en séance commune des deux chambres, le présidium du Soviet suprême de l'URSS composé comme suit: le président du présidium du Soviet suprême de l'URSS, ses onze vice-présidents, le secrétaire du présidium et 24 membres du présidium. Le présidium du Soviet suprême de l'URSS rend compte de toute son activité devant le Soviet suprême de l'URSS.

Article 49: Le présidium du Soviet suprême de l'URSS: a) convoque les sessions du Soviet suprême de l'URSS; b) donne l'interprétation des lois de l'URSS en vigueur, édicte des ordonnances; c) dissout le Soviet suprême de l'URSS en vertu de l'article 47 de la Constitution de l'URSS et fixe de nouvelles élections; d) procède aux consultations populaires (référendums) sur sa propre initiative ou sur la demande d'une des Républiques fédérées; e) annule les arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et des Conseils des commissaires du peuple des Républiques fédérées au cas où ils ne seraient pas conformes à la loi; f) dans l'intervalle des sessions du Soviet suprême de l'URSS relève de leurs fonctions et nomme les commissaires du peuple de l'URSS sur la proposition du président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, sous réserve de l'approbation ultérieure du Soviet suprême de l'URSS; g) décerne les décorations et confère les titres honorifiques de l'URSS; h) exerce le droit de grâce; i) nomme et relève le haut commandement des forces armées de l'URSS; j) dans l'intervalle des sessions du Soviet suprême de l'URSS proclame l'état de guerre en cas d'agression militaire contre l'URSS ou en cas de nécessité d'exécuter des engagements découlant des accords internationaux pour la défense mutuelle contre l'agression; k) ordonne la mobilisation générale ou partielle; l) ratifie les traités internationaux; m) nomme et rappelle les représentants plénipotentiaires de l'URSS dans les États étrangers; n) reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants diplomatiques des États étrangers accrédités auprès de lui.

Article 50: Le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités élisent des commissions des mandats, qui vérifient les pouvoirs des députés de chaque chambre. Sur proposition de la commission des mandats, les chambres décident soit de reconnaître les pouvoirs des députés, soit de casser leur élection.

Article 51: Le Soviet suprême de l'URSS nomme, lorsqu'il le juge nécessaire, des commissions d'enquête et de révision pour toute question.

Toutes les institutions et tous les fonctionnaires publics sont tenus de se conformer aux demandes de ces commissions, et de leur présenter les matériaux et documents nécessaires.

Article 52: Un député du Soviet suprême de l'URSS ne peut être poursuivi devant la justice ni arrêté sans l'assentiment du Soviet suprême de l'URSS et, dans l'intervalle des sessions du Soviet suprême de l'URSS, sans l'assentiment du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

Article 53: A l'expiration des pouvoirs du Soviet suprême de l'URSS, ou en cas de sa dissolution avant le terme de sa législature, le présidium du Soviet suprême de l'URSS conserve ses pouvoirs jusqu'à la formation d'un nouveau présidium du Soviet suprême de l'URSS par le Soviet suprême de l'URSS nouvellement élu.

Article 54: A l'expiration des pouvoirs du Soviet suprême de l'URSS ou dans le cas de sa dissolution avant le terme de sa législature, le présidium du Soviet suprême de l'URSS fixe de nouvelles élections dans un délai de deux mois au plus, à partir du jour de l'expiration des pouvoirs ou de la dissolution du Soviet suprême de l'URSS.

Article 55: Le Soviet suprême de l'URSS nouvellement élu est convoqué par le présidium du précédent Soviet suprême de l'URSS un mois au plus tard après les élections.

Article 56: Le Soviet suprême de l'URSS forme en séance commune des deux chambres le gouvernement de l'URSS: le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS.

4) Organes supérieurs du pouvoir d'État des républiques fédérées.

Article 57: L'organe supérieur du pouvoir d'État de la République fédérée est le Soviet suprême de la République fédérée.

Article 58: Le Soviet suprême de la République fédérée est élu par les citoyens de la République pour une durée de quatre ans. Les normes de représentation sont établies par les Constitutions des Républiques fédérées.

Article 59: Le Soviet suprême de la République fédérée est l'unique organe législatif de la République.

Article 60: Le Soviet suprême de la République fédérée: a) adopte la Constitution de la République et y apporte des modifications conformément à l'article 16 de la Constitution de l'URSS; b) ratifie les Constitutions des Républiques autonomes qui en font partie et détermine les frontières de leur territoire; c) approuve le plan de l'économie nationale et le budget de la République; d) exerce le droit d'amnistie et de grâce envers les citoyens condamnés par les organes judiciaires de la République fédérée.

Article 61: Le Soviet suprême de la République fédérée élit le présidium du Soviet suprême de la République fédérée, composé du président du présidium du Soviet suprême de la République fédérée, de ses vice-présidents, du secrétaire du présidium et des membres du présidium du Soviet suprême de la République fédérée. Les pouvoirs du présidium du Soviet suprême de la République fédérée sont déterminés par la Constitution de la République fédérée.

Article 62: Pour diriger les séances, le Soviet suprême de la République fédérée élit son président et des vice-présidents.

Article 63: Le Soviet suprême de la République fédérée forme le gouvernement de la République fédérée: le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

5) Organes de l'administration d'État de l'URSS.

Article 64: L'organe exécutif et administratif supérieur du pouvoir d'État de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS.

Article 65: Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS est responsable devant le Soviet suprême de l'URSS et lui rend compte de son activité, et, dans les intervalles des sessions du Soviet suprême, devant le présidium du Soviet suprême, auquel il rend compte de son activité.

Article 66: Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS édicte des arrêtés et des décisions sur la base et en exécution des lois en vigueur, et en contrôle l'exécution.

Article 67: Les arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS doivent être obligatoirement exécutés sur tout le territoire de l'URSS.

Article 68: Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS:

a) assure l'unité et dirige l'activité des commissariats du peuple, fédéraux et fédéraux républicains de l'URSS, et des autres institutions économiques et culturelles relevant du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS; b) prend des mesures pour l'exécution du plan de l'économie nationale, du budget de l'État et pour l'affermissement du système monétaire et de crédit; c) prend des mesures pour assurer l'ordre public, la défense des intérêts de l'État et la protection des droits des citoyens; d) exerce la direction générale dans le domaine des relations avec les États étrangers; e) fixe les contingents annuels des citoyens devant être appelés au service militaire actif, dirige l'organisation générale des forces armées du pays; f) forme, en cas de nécessité, des comités spéciaux et des directions générales près le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, pour les questions d'organisation économique, culturelle et de la défense.

Article 69: Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS a le droit, pour les branches d'administration et d'économie qui sont de la compétence de l'URSS, de suspendre les arrêtés et décisions des Conseils des commissaires du peuple des Républiques fédérées et d'annuler les ordres et instructions des commissaires du peuple de l'URSS.

Article 70: Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS est formé par le Soviet suprême de l'URSS, comme suit:

Le président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS; les vice-présidents du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS; le président de la Commission du plan d'État de l'URSS; le président de la Commission de contrôle soviétique; les commissaires du peuple de l'URSS; le président du comité des stockages; le président du comité des arts; le président du comité pour les écoles supérieures.

Article 71: Le gouvernement de l'URSS ou le commissaire du peuple de l'URSS saisis d'une interpellation émanant d'un député du Soviet suprême de l'URSS, sont tenus, dans un délai de trois jours au plus, de répondre ver-

balement ou par écrit devant la chambre correspondante.

Article 72: Les commissaires du peuple de l'URSS dirigent les branches de l'administration d'État qui sont de la compétence de l'URSS.

Article 73: Les commissaires du peuple de l'URSS édictent, dans les limites de la compétence des commissariats du peuple respectifs, des ordres et instructions sur la base et en exécution des lois en vigueur, ainsi que des arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et contrôlent leur exécution.

Article 74: Les commissariats du peuple de l'URSS, sont ou bien fédéraux ou bien fédéraux républicains.

Article 75: Les commissariats du peuple fédéraux dirigent sur tout le territoire de l'URSS, soit directement, soit par des organes nommés par eux, la branche de l'administration d'État qui leur est confiée.

Article 76: Les commissariats du peuple fédéraux républicains en règle générale dirigent la branche de l'administration d'État qui leur est confiée, par l'intermédiaire des commissariats du peuple de même nom dans les Républiques fédérées et n'administrent directement qu'un nombre déterminé et limité d'entreprises, conformément à une liste sanctionnée par le présidium du Soviet suprême de l'URSS.

Article 77: Les commissariats du peuple fédéraux sont ceux: de la Défense; des Affaires étrangères; du Commerce extérieur; des Voies de communication; des Postes Télégraphes et Téléphones; des Transports par eau; de l'Industrie lourde; de l'Industrie de la défense.

Article 78: Les commissariats du peuple fédéraux républicains sont ceux:

de l'Industrie alimentaire; de l'Industrie légère; de l'Industrie forestière; de l'Agriculture; des Sovkhozes de céréales et d'élevage; des Finances; du Commerce intérieur; des Affaires intérieures; de la Justice; de la Santé publique.

6) Organes de l'administration d'État des républiques fédérées.

Article 79: L'organe exécutif et administratif supérieur du pouvoir d'État de la République fédérée est le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

Article 80 : Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée est responsable devant le Soviet suprême de la République fédérée et lui rend compte de son activité, et, dans les intervalles des sessions du Soviet suprême de la République fédérée, devant le présidium du Soviet suprême de la République fédérée, auquel il rend compte de son activité.

Article 81 : Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée édicte des arrêtés et décisions sur la base et en exécution des lois en vigueur dans l'URSS et dans la République fédérée, des arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et contrôle leur exécution.

Article 82 : Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée a le droit de suspendre les arrêtés et décisions des Conseils des commissaires du peuple des Républiques autonomes et d'annuler les décisions et arrêtés des comités exécutifs des soviets de députés des travailleurs des territoires, régions et régions autonomes.

Article 83 : Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée est formé par le Soviet suprême de la République fédérée, comme suit :

Le président du Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée ; les vice-présidents ; le président de la Commission du plan d'État ; les commissaires du peuple :

de l'Industrie alimentaire ; de l'Industrie légère ; de l'Industrie forestière ; de l'Agriculture ; des Sovkhozes de céréales et d'élevage ; des Finances ; du Commerce intérieur ; des Affaires intérieures ; de la Justice ; de la Santé publique ; de l'Instruction publique ; de l'Industrie locale ; de l'Économie municipale ; de la Prévoyance sociale ; le délégué du comité des stockages ; le chef de l'administration des arts ; les délégués des commissariats du peuple fédéraux.

Article 84 : Les commissaires du peuple de la République fédérée dirigent les branches de l'administration d'État qui sont de la compétence de la République fédérée.

Article 85 : Les commissaires du peuple de la République fédérée édictent, dans les limites de la compétence des commissariats du peuple respectifs, des ordres et instructions sur la base et en exécution des lois de l'URSS et de la République fédérée, des ordres et instructions des commissariats du peuple fédéraux républicains de l'URSS.

Article 86: Les commissariats du peuple de la République fédérée sont fédéraux républicains et républicains.

Article 87: Les commissariats du peuple fédéraux républicains dirigent la branche de l'administration d'État qui leur est confiée, relevant aussi bien du conseil des Commissaires du peuple de la République fédérée, que du commissariat du peuple fédéral républicain correspondant de l'URSS.

Article 88: Les commissariats du peuple républicains dirigent la branche de l'administration d'État qui leur est confiée, relevant directement du conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

7) Organes supérieurs du pouvoir d'État des Républiques socialistes soviétiques autonomes.

[...]

8) Organes locaux du pouvoir d'État.

Article 94: Les organes du pouvoir d'État dans les territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes, localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls) sont les soviets de députés des travailleurs.

Article 95: Les soviets de députés des travailleurs des territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes, localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls), sont élus pour une durée de deux ans respectivement par les travailleurs du territoire, de la région, de la région autonome, de l'arrondissement, du district, de la ville, de la localité rurale.

Article 96: Les normes de représentation pour les soviets de députés des travailleurs sont fixées par les Constitutions des Républiques fédérées.

Article 97: Les soviets de députés des travailleurs dirigent l'activité des organes de l'administration qui leur sont subordonnés, assurent le maintien de l'ordre public, l'observation des lois et la protection des droits des citoyens, dirigent l'édification économique et culturelle locale, établissent le budget local.

Article 98: Les soviets de députés des travailleurs prennent des décisions et donnent des ordres dans les limites des droits que leur confèrent les lois de l'URSS et de la République fédérée.

Article 99: Les organes exécutifs et administratifs des soviets de députés des travailleurs des territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes et villages, sont les comités exécutifs élus par les soviets, et composés d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire et de membres.

Article 100: Dans les petites agglomérations, l'organe exécutif et administratif des soviets ruraux de députés des travailleurs, conformément aux Constitutions des Républiques fédérées, est représenté par le président, le vice-président et le secrétaire, élus par le soviet.

Article 101: Les organes exécutifs des soviets de députés des travailleurs rendent directement compte de leur activité aussi bien au soviet de députés des travailleurs qui les a élus, qu'à l'organe exécutif du soviet de député des travailleurs, qui lui est supérieur.

9) Tribunaux et parquet.

Article 102: La justice en URSS est rendue par la Cour suprême de l'URSS par les cours suprêmes des Républiques fédérées, par les tribunaux des territoires et des régions, par les tribunaux des Républiques autonomes, des régions autonomes et des districts, par les tribunaux spéciaux de l'URSS institués sur décisions du Soviet suprême de l'URSS, par les tribunaux populaires.

Article 103: L'audition des affaires dans tous les tribunaux a lieu avec la participation des assesseurs populaires, sauf les cas spécialement prévus par la loi.

Article 104: La Cour suprême de l'URSS est l'organe judiciaire supérieur. La Cour suprême de l'URSS est chargée du contrôle de l'activité judiciaire de tous les organes judiciaires de l'URSS et des Républiques fédérées.

Article 105: La Cour suprême de l'URSS et les tribunaux spéciaux de l'URSS sont élus par le Soviet suprême de l'URSS pour une durée de cinq ans.

Article 106: Les cours suprêmes des Républiques fédérées sont élues par les Soviets suprêmes des Républiques fédérées pour une durée de cinq ans.

Article 107: Les cours suprêmes des Républiques autonomes sont élues par les Soviets suprêmes des Républiques autonomes pour une durée de cinq ans.

Article 108: Les tribunaux des territoires et des régions, les tribunaux des régions autonomes, les tribunaux des districts, sont élus par les soviets de

députés des travailleurs des territoires, régions ou districts, ou bien par les soviets de députés des travailleurs des régions autonomes, pour une durée de cinq ans.

Article 109: Les tribunaux populaires sont élus par les citoyens du rayon au suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

Article 110: La procédure judiciaire se fait dans la langue de la République fédérée ou autonome ou de la région autonome, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue, de prendre entièrement connaissance du dossier par un interprète et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Article 111: Les débats dans tous les tribunaux de l'URSS sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.

Article 112: Les juges sont indépendants et ne relèvent que de la loi.

Article 113: La surveillance suprême quant à la stricte exécution des lois par tous les commissariats du peuple et les institutions qui leur sont subordonnées, ainsi que par les fonctionnaires publics et les citoyens de l'URSS incombe au procureur de l'URSS.

Article 114: Le procureur de l'URSS est nommé par le Soviet suprême de l'URSS pour une durée de sept ans.

Article 115: Les procureurs des Républiques, territoires, régions, ainsi que les procureurs des Républiques autonomes et régions autonomes sont nommés par le procureur de l'URSS pour une durée de cinq ans.

Article 116: Les procureurs de district, de rayon et de ville sont nommés par les procureurs des Républiques fédérées pour une durée de cinq ans avec l'approbation du procureur de l'URSS.

Article 117: Les organes du parquet exercent leurs fonctions indépendamment des organes locaux du pouvoir quels qu'ils soient et ne relèvent que du procureur de l'URSS.

10) Droits et devoirs fondamentaux des citoyens.

Article 118: Les citoyens de l'URSS ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité. Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par la croissance continue des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la liquidation du chômage.

Article 119: Les citoyens de l'URSS ont droit au repos. Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers, par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos, de clubs.

Article 120: Les citoyens de l'URSS ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail. Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'État, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un réseau de stations de cure.

Article 121: Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction. Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par un système de bourses d'État dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement à l'école donné dans la langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit, professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhozes, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhozes.

Article 122: Des droits égaux à ceux de l'homme sont donnés à la femme, en URSS dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique. La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'État des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse, avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Article 123: L'égalité en droits des citoyens de l'URSS sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique,

culturelle, sociale et politique est une loi immuable. Toute restriction directe ou indirecte aux droits, ou inversement, l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

Article 124: Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Église en URSS est séparée de l'État, et l'école de l'Église. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse sont reconnues à tous les citoyens.

Article 125: Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS:

a) la liberté de parole, b) la liberté de la presse, c) la liberté des réunions et des meetings, d) la liberté de cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des services des Postes Télégraphes et Téléphones, et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

Article 126: Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de s'associer en organisations sociales: syndicats professionnels, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations sportives et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques, alors que les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste de l'URSS, qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que d'État.

Article 127: L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul ne peut être mis en état d'arrestation, autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Article 128: L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

Article 129: L'URSS accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou pour leur activité scientifique, ou bien pour la lutte en faveur de la libération nationale.

Article 130: Chaque citoyen de l'URSS est tenu d'observer la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste.

Article 131: Tout citoyen de l'URSS est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété commune, socialiste, qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs. Les personnes qui attentent à la propriété sociale, socialiste, sont les ennemis du peuple.

Article 132: Le service militaire général est une obligation. Le service militaire dans l'armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de l'URSS.

Article 133: La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'URSS. La trahison de la patrie: la violation du serment, le passage à l'ennemi, le préjudice porté à la puissance militaire de l'État, l'espionnage sont punis selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait.

11) Système électoral.

Article 134: Les élections des députés à tous les soviets de députés des travailleurs: Soviet suprême de l'URSS, soviets suprêmes des Républiques fédérées, soviets de députés des travailleurs des territoires et régions, soviets suprêmes des Républiques autonomes, soviets de députés des travailleurs des régions autonomes, soviets de députés des travailleurs des districts, rayons, villes et localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls), se font par les électeurs au suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

Article 135: Les élections des députés se font au suffrage universel: tous les citoyens de l'URSS ayant atteint l'âge de 18 ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, du degré de leur instruction, de leur résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à une peine portant privation des droits électoraux.

Article 136: Les élections des députés se font au suffrage égal: chaque citoyen a une voix; tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

Article 137: Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Article 138: Les citoyens servant dans l'Armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Article 139: Les élections des députés se font au suffrage direct: les élections à tous les soviets de députés des travailleurs, depuis les soviets de députés des travailleurs des localités rurales et de villes jusqu'au Soviet suprême de l'URSS, se font par les citoyens directement, au suffrage direct.

Article 140: Aux élections des députés le scrutin est secret.

Article 141: Aux élections les candidatures sont présentées par circonscriptions électorales. Le droit de présenter des candidats est garanti aux organisations sociales et aux associations de travailleurs: aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux sociétés coopératives, aux organisations de la jeunesse, aux sociétés culturelles.

Article 142: Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail et du travail du soviet de députés des travailleurs et peut être rappelé à tout moment sur décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

12) Armes, drapeau, capitale.

[...]

13) Révision de la Constitution.

Article 146: La Constitution de l'URSS ne peut être modifiée que par décision du Soviet suprême de l'URSS, adoptée à une majorité d'au moins les 2/3 des voix dans chacune de ses chambres.

Trois textes pour comprendre le combat démocratique de la Dictature du Prolétariat en URSS, suivi de la constitution soviétique de 1936

Texte traduit de l'anglais par le Dr Adélard Paquin.
Édité en Février 2021 par l'Unité Communiste
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr